

Cote du document:	<u>EB 2007/91/R.11</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 a) iii)</u>
Date:	<u>14 août 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

République islamique de Mauritanie

Options stratégiques pour le programme-pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-onzième session
Rome, 11-12 septembre 2007

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Cristiana Sparacino

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2306

courriel: c.sparacino@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
République islamique de Mauritanie	1
Options stratégiques pour le programme-pays	1
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	5
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	7
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	8
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	10
C. Avantages comparatifs du FIDA dans le pays	10
D. Objectifs stratégiques	11
E. Perspectives d'innovation	12
F. Stratégie de ciblage	13
G. Articulations au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	14
H. Gestion du COSOP	14
I. Gestion du programme de pays	14
J. Partenariats	15
K. Gestion des savoirs et communications	16
L. Cadre de financement SAFP	16
M. Risques et gestion des risques	16
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus d'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Données économiques de base)	5
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats)	7
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP précédent)	9
Dossiers clés	
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural and rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	13
Dossier clé 2: Organizational matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice de l'organisation [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	14
Dossier clé 3: Complementary donor initiative and partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs et possibilités de partenariats)	18
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	22

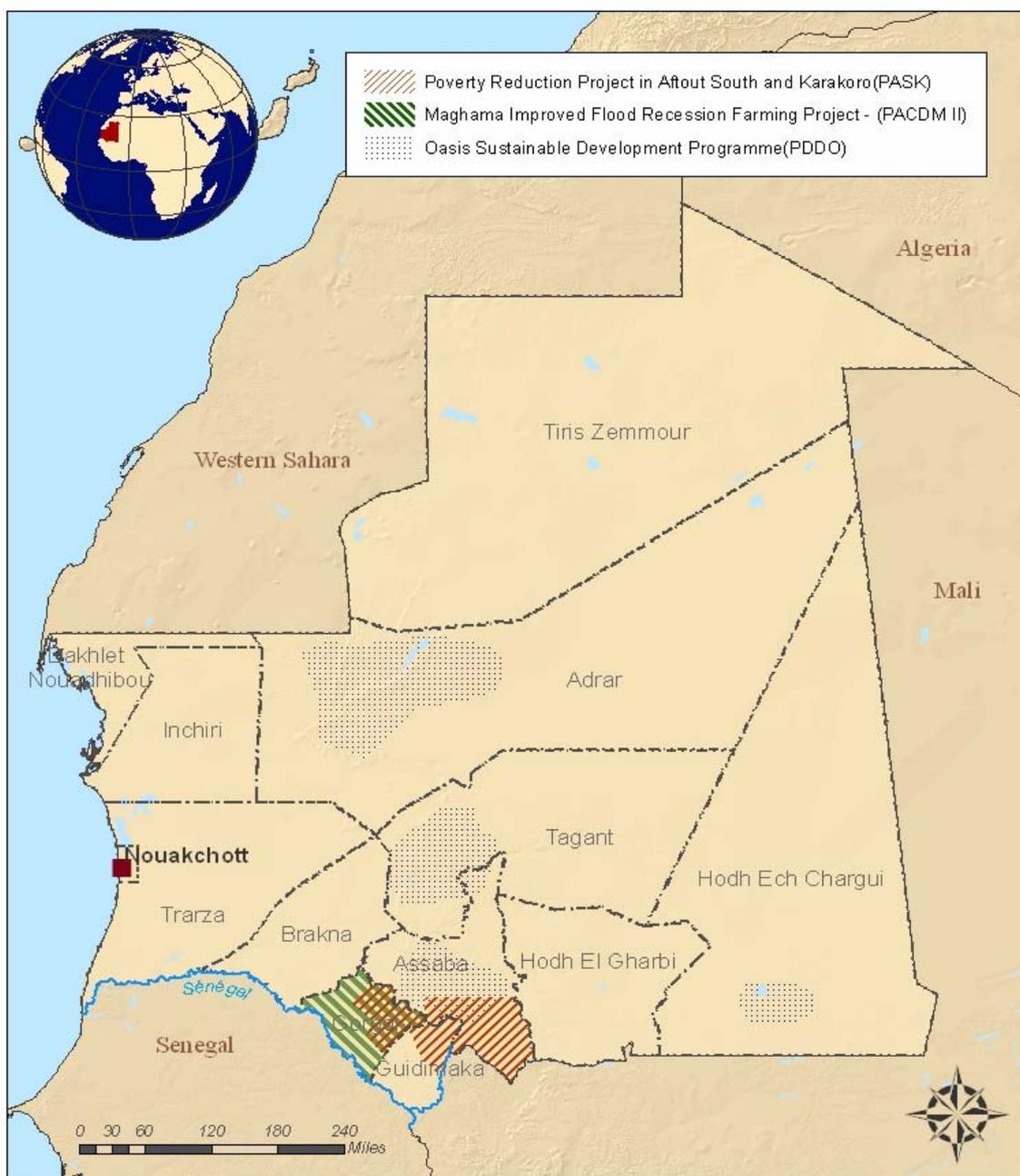
Sigles et acronymes

COSOP	Options stratégiques pour le programme-pays
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
MICO	Mutuelle d'investissement et de crédit oasien
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Mauritania

IFAD-financed ongoing activities



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Map compiled by IFAD

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. La Mauritanie aborde aujourd'hui une étape spéciale de son histoire: les premières élections démocratiques, tenues en mars 2007, ont entraîné une mobilisation et une participation significatives de la société et les premières exportations de pétrole ont été effectuées en 2006. Il existe de toute évidence des possibilités pour le nouveau gouvernement de prouver à l'électorat que le surcroît de ressources financières tirées de la production et de l'exportation du pétrole, peuvent, sous réserve d'une gestion judicieuse, même si elles sont inférieures au niveau prévu à l'origine, être mises de manière efficace et rationnelle au service de la croissance équitable et du développement dont le pays a besoin pour réduire la pauvreté, en particulier en milieu rural. Des outils sont disponibles pour faire reculer la pauvreté. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté formulé en 2000 a été récemment révisé. Il inclut un plan d'action quadriennal clairement défini et fixe, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de réduction de la pauvreté à l'horizon 2010 et 2015, ainsi que les cibles prioritaires et les mesures à prendre pour les atteindre. Les options stratégiques pour le programme-pays (COSOP) du FIDA ont été conçues pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté définis dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté en mettant davantage l'accent sur la lutte contre la pauvreté rurale et en tirant parti des enseignements tirés par le FIDA depuis 27 ans de l'exécution de 11 projets dans le pays.
2. De fait, le FIDA, ses partenaires des Nations Unies et le Gouvernement mauritanien accordent une grande importance aux approches menées en collaboration et recherchent les points de complémentarité avec d'autres partenaires de développement, comme le prévoient la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les objectifs fixés par les Nations Unies en matière d'harmonisation et d'alignement. C'est dans ce contexte que le FIDA a contribué à l'élaboration de la matrice conjointe d'intervention des donateurs pour 2006-2010 donnant suite au deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la Mauritanie et au plan d'action connexe. Les domaines d'intervention futurs du FIDA correspondent donc aux axes stratégiques du document de stratégie de la Mauritanie pour la réduction de la pauvreté et sont coordonnés avec les interventions des autres donateurs. Le COSOP du FIDA et le programme-pays correspondant ont pour but d'améliorer, de diversifier et de pérenniser les moyens de subsistance des femmes, des hommes et des jeunes vivant dans la pauvreté en milieu rural. Le programme-pays a pour objet de mettre en place des systèmes institutionnels durables et ouverts à tous, appuyés par des investissements et des politiques favorables aux pauvres ainsi que par des engagements pertinents en matière d'innovation et d'apprentissage. Les trois objectifs stratégiques ci-après ont été définis à cette fin: a) renforcer les institutions des ruraux pauvres en recourant à des méthodes de développement déterminées par les communautés; b) promouvoir des services financiers ruraux durables et c) parvenir à un développement agricole et à une sécurité alimentaire durables.
3. Pour atteindre ces objectifs, tout en respectant les obligations de suivi du COSOP axé sur les résultats, le FIDA prendra des mesures pour renforcer sa présence sur le terrain. Il s'agit là d'un point essentiel pour l'efficacité de la supervision, de la gestion des savoirs, de l'exécution, de la conception et, en fin de compte, de l'impact sur le terrain. Le FIDA envisage donc de travailler avec le Gouvernement mauritanien en vue d'instaurer un partenariat pour l'exécution du programme-pays du FIDA. Ce partenariat s'appuierait notamment sur une équipe sur place composée de représentants du Gouvernement, des donateurs, du personnel des trois projets en cours financés par le FIDA, du chargé de programme du FIDA pour le pays et d'autres collègues, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, des organisations agricoles, des ONG, d'autres prestataires de services et

du secteur privé. Cette équipe se réunirait sur le terrain deux fois par an, voire plus, pour examiner les problèmes d'exécution et l'état d'avancement du programme-pays du FIDA, les innovations, les partenariats, les réussites et les échecs. Elle établirait des contacts avec FIDAFRIQUE, en particulier avec les forums consacrés au développement conduit par les communautés, à la problématique hommes-femmes et aux partenariats entre secteurs public et privé. Cette équipe assurerait la coordination des échanges entre agriculteurs avec d'autres projets financés par le FIDA ou d'autres donateurs. Elle organiserait des séminaires de mise en commun des connaissances sur certains sujets, au cours desquels seraient recensées les meilleures pratiques et les innovations qui pourraient être intégrées dans les politiques et les modes de fonctionnement du Gouvernement, tout en alimentant les groupes thématiques du FIDA. Ce partenariat permettrait également d'assurer le suivi du système d'allocation fondé sur la performance et de l'évaluation du secteur rural, ainsi que des instances servant à l'harmonisation et à l'alignement entre les donateurs et les partenaires gouvernementaux.

République islamique de Mauritanie

Options stratégiques pour le programme-pays

I. Introduction

1. Les options stratégiques pour le programme-pays (COSOP) proposées pour la République islamique de Mauritanie portent sur la période 2007-2012 et remplacent le COSOP précédent (2000-2004). La préparation de la nouvelle stratégie du FIDA en Mauritanie a débuté fin 2004 mais a subi des retards du fait de l'incertitude suscitée par l'instabilité de l'environnement politique à la suite du coup d'État militaire d'août 2005. Le gouvernement transitoire mis en place après le régime a promis, et effectivement assuré, la transition vers la démocratie qui a comporté: i) un référendum constitutionnel organisé en juin 2006; ii) des élections parlementaires et municipales tenues en novembre 2006; iii) des élections au Sénat organisées en janvier 2007 et iv) des élections présidentielles tenues en mars 2007. Le FIDA a donc pu réactiver le processus de conception d'une nouvelle stratégie d'intervention.
2. La préparation du COSOP a comporté plusieurs étapes, dont les suivantes: i) un examen préliminaire des études, rapports et évaluations disponibles sur les interventions bénéficiant de l'appui du FIDA en Mauritanie depuis 1980; ii) une évaluation de l'environnement institutionnel et des orientations stratégiques du Gouvernement moyennant la participation aux structures établies par les donateurs et aux processus de préparation et de validation de la stratégie; iii) des examens et des études du portefeuille d'activités sur le terrain; et iv) des analyses et ateliers participatifs dans le pays. Sauf indication contraire, toutes les données utilisées dans le présent document sont tirées des appendices détaillés.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. D'une superficie de plus de 1 million de kilomètres carrés, dont environ 75% de terres désertiques ou semi-désertiques, la Mauritanie compte quatre zones écologiques: la zone du Sahara, la zone sahélienne, la vallée du fleuve Sénégal et la zone côtière. Depuis les années 60, le désert y progresse au rythme de 6 kilomètres par an. Par rapport à sa taille, le pays est faiblement peuplé (3 millions d'habitants), bien que la population ait doublé entre 1974 et 2004. C'est dans la capitale Nouakchott (25%) et le long de la vallée du fleuve Sénégal que se concentre la population, qui croît actuellement au rythme de 2,6% par an. Cette population est jeune, 43% des habitants ayant moins de 15 ans. Le pays compte 1,2 million d'actifs, dont 31,2% sont au chômage. La société évolue rapidement. Le nomadisme, une caractéristique traditionnelle de la culture mauritanienne, est en voie de disparition. Les épisodes répétés de sécheresse des trois dernières décennies ont causé un exode rural massif qui a entraîné la sédentarisation de la population nomade et poussé vers les centres urbains une bonne part de la population rurale. Aujourd'hui, 5% de la population seulement reste nomade (contre 60% dans les années 60), et d'ici à 2010, les tribus nomades sont appelées à disparaître. En 1978, le Gouvernement estimait que 70% de la population était d'origine arabo-berbère et 30% d'origine négro-africaine, les quatre principales confédérations tribales étant l'Adrar, le Brakna, le Tagant et le Trarza; la quasi-totalité des Mauritaniens sont musulmans.
4. En 2006, la structure du produit national brut était la suivante: 18% provenaient de l'agriculture, 34% du secteur secondaire (24% de l'industrie et 10% du secteur manufacturier), et 48% du secteur tertiaire. Entre 2000 et 2004, l'économie a

progressé au rythme de 4,7% et l'inflation de 6,5% en moyenne par an. Cette croissance était principalement alimentée par l'expansion des secteurs secondaire et tertiaire (construction et travaux publics ainsi que transports et communications, outre le négoce). Avant le début des exportations de pétrole, en 2006, la quasi-totalité des recettes d'exportation (99,7%) provenait de la pêche et des activités minières (fer). En 2006, les recettes tirées des exportations de pétrole, bien qu'inférieures aux prévisions, étaient le principal facteur expliquant la remarquable contraction du déficit de la balance courante, qui est passé de 46,9% du PIB en 2005 à 9% du PIB en 2006 (niveaux estimés). Avec un produit national brut par habitant de 530 USD (2004), la Mauritanie est un pays à faible revenu. Elle se classe au 153^{ème} rang des 177 pays évalués dans l'Indicateur du développement humain en 2006, proche de la médiane pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (le Cap-Vert étant le mieux classé, au 106^{ème} rang, et le Niger le moins bien classé, au 177^{ème} rang). Cette situation se retrouve dans l'indice sexospécifique du développement. La Mauritanie se classe au 118^{ème} rang, soit, là encore, proche de la médiane pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (le Cap-Vert étant le mieux classé, 81^{ème}, et le Niger le moins bien classé, 140^{ème}).

5. **Tendances et perspectives:** La période 2000-2004 correspond à celle du premier document de stratégie pour la réduction de la pauvreté élaboré par le Gouvernement mauritanien. Au cours de cette période, l'économie nationale était affaiblie en raison de i) la dépendance persistante des recettes d'exportation à l'égard du minerai de fer et de la pêche, ii) la dépendance chronique à l'égard des importations de produits alimentaires et d'énergie, iii) l'importance de l'endettement total (148% du PIB en 2004), iv) la persistance de la forte dépendance à l'égard des financements extérieurs pour l'investissement public et v) la rudesse des conditions climatiques et d'autres facteurs naturels (sécheresse et invasions de criquets pèlerins). Les perspectives sont néanmoins plus prometteuses depuis que le gouvernement s'emploie activement à résoudre ces problèmes, grâce à: i) l'adoption récente de mesures rigoureuses pour stabiliser l'économie, y compris des restrictions des dépenses ordinaires et extraordinaires; ii) l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et l'investissement des montants ainsi épargnés dans des programmes conçus pour réduire la pauvreté et stimuler l'économie; et iii) la découverte et l'exploitation de plusieurs gisements importants de pétrole au large des côtes, et la découverte récente de vastes gisements de pétrole et de gaz naturel dans la région de Taoudenni, à la frontière avec le Mali¹.

Agriculture et pauvreté rurale

6. L'agriculture, l'élevage et la pêche artisanale sont les principales sources de revenu de la population. L'agriculture et l'élevage, qui font vivre environ 56% de la population, ont contribué au PIB à hauteur de 19,2% entre 1998 et 2000, mais seulement de 15,7% entre 2001 et 2004 à la suite d'une série de chocs exogènes, y compris des inondations, la sécheresse et des invasions de criquets pèlerins. Pour 2004-2005, 1,6 million d'hectares de terres cultivées ont pâti de la sécheresse persistante et du fléau des criquets pèlerins, et la production de céréales a baissé de 44% par rapport à l'année précédente. Ces effets se sont vu aggravés par les retards de la mise en œuvre de diverses stratégies, politiques, lois et mesures d'accompagnement conçues pour promouvoir le développement rural.
7. **Agriculture:** En Mauritanie, l'activité agricole repose sur une base de ressources limitée. La superficie cultivable ne représente pas plus de 0,5% du territoire, dont moins de 1% reçoit assez de pluie (de 300 à 600 millimètres) pour permettre de pratiquer la culture pluviale (*diéri*). La culture irriguée se limite à environ 40 000 hectares le long du fleuve Sénégal, dont une bonne part est aux mains d'entreprises rizicoles d'État créées à la fin des années 80; la productivité, qui est

¹ La production du gisement de Chinguetti, lancée en mars 2006, est de 20 à 30% inférieure aux prévisions. La situation pourrait être similaire à Tiouf. Toutefois, les compagnies pétrolières restent très intéressées par le pays.

de 4 tonnes à l'hectare, est considérée faible par les autorités mauritaniennes qui ont inclus le doublement de ce taux au nombre des objectifs fixés dans leur document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (premier et deuxième plans d'action). L'irrigation à petite échelle se pratique également sur environ 5 000 hectares dans près de 200 oasis situées dans les vastes déserts des régions de l'Adrar, de l'Assaba et du Tagant ainsi que dans les deux départements de Hodh. L'agriculture oasisienne repose sur la production de dattes mais également de légumes, quelques cultures de décrue et l'élevage. La disponibilité limitée des ressources en eau, l'avancée des dunes, l'éloignement des marchés et la faible capacité locale de production commerciale ont entravé le développement de l'économie oasisienne. Les cultures de décrue se pratiquent essentiellement dans les dépressions saisonnières (*walo*) le long du fleuve Sénégal et, dans une certaine mesure, dans les zones inondées lors des pluies ainsi qu'en aval des petits barrages construits par les populations locales. La culture de décrue repose sur des méthodes de production traditionnelles, pratiquement sans aucun intrant moderne. On estime à entre 30 000 et 70 000 hectares la zone où se pratiquent les cultures traditionnelles de décrue, qui sont essentiellement le sorgho, le mil, le niébé et le maïs. Grâce aux ouvrages réalisés dans les zones de décrue à Maghama, récemment achevés avec un financement du FIDA, le pays dispose maintenant d'environ 9 500 hectares de terres agricoles où la submersion est maîtrisée. La culture pluviale ne se pratique que dans la région de Guidimaka et dans quelques zones frontalières avec le Mali (Assaba et les deux départements de Hodh). La superficie récoltée varie entre 50 000 et 200 000 hectares, en fonction des pluies. Les seules cultures pluviales sont le sorgho et le mil étant donné que la saison des pluies ne dure que de trois à quatre mois.

8. **Élevage:** En 2003, l'élevage représentait 77,2% de la valeur ajoutée dans le secteur rural. En 2004, on estimait le cheptel national à environ 1,3 million de camélidés, 1,6 million de bovins, 5,6 millions de caprins et 8,9 millions d'ovins. La répétition de la sécheresse a considérablement influé sur le régime de propriété des troupeaux et la localisation de la production. De nombreux éleveurs nomades ont migré et se sont installés autour des centres urbains et le long des principales artères. La propriété des troupeaux est bien plus concentrée et a été pour la plupart transférée aux mains de négociants et d'autres membres des élites urbaines. Pour les mêmes raisons, les animaux sont désormais nombreux autour des villes et dans la vallée du fleuve Sénégal, d'où l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des conflits entre cultivateurs et éleveurs. Les élevages continuent à privilégier l'accumulation et non la gestion durable.
9. **Pêche:** Les eaux territoriales mauritaniennes sont très poissonneuses. L'exploitation des ressources halieutiques est normalement régie par un accord sur la pêche conclu avec l'Union européenne et contribue au PIB à hauteur de 4%. En matière de pêche industrielle, les quantités débarquées sont estimées à environ 650 000 tonnes par an, soit environ 20% des recettes fiscales du pays et 40% de ses recettes d'exportation. On estime à 26 000 tonnes par an les quantités débarquées par une flotte artisanale comptant environ 4 000 pirogues. La pêche saisonnière en eau douce se pratique communément le long du fleuve Sénégal et autour du lac R'kiz, principalement pour la consommation familiale. Le niveau des captures est très variable; il est tombé de 13 000 à 3 000 tonnes après les épisodes de sécheresse des années 80.
10. **Incidence de la pauvreté:** La Mauritanie est l'un des pays les plus pauvres au monde. Près d'une personne sur trois n'est pas assurée à la naissance de survivre jusqu'à 40 ans. Environ la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et est analphabète. Près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale. Plusieurs études et enquêtes sur la pauvreté en Mauritanie ont été réalisées avant la formulation (en 2000) et la révision (en 2002) du premier cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et avant la préparation du

deuxième CSLP (2004)². D'après ces études, la pauvreté recule; la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 51% en 2000 à 47% en 2004³. Toutefois, les évaluations participatives montrent que la pauvreté est désormais perçue de façon plus négative: alors que 80,6% des ménages se considéraient pauvres en 2000, ce chiffre est passé à 82,2% en 2004, et le nombre de chefs de ménage considérant que leur village est pauvre est passé de 43,3% en 2000 à 50% en 2004. Une analyse approfondie de ces constatations montre qu'il existe un écart important entre villes et zones rurales, 61,3% des ruraux gagnant moins de un dollar par jour, contre 25,4% pour les habitants des villes.

11. **Géographie de la pauvreté:** En Mauritanie, la pauvreté se concentre principalement en milieu rural, ce que confirment les enquêtes nationales et le rapport national sur le développement humain. Les régions les plus touchées se trouvent dans le sud, où se pratique l'agriculture pluviale (Affolé, Aftout, Kankossa sud et sud des deux départements de Hodh). De fait, plus de la moitié de la population de cinq départements (*wilayat*) est classée dans la catégorie des pauvres: 51% dans le Trarza, 62% dans le Guidimaka, 64% dans le Brakna, 67% dans le Gorgol et 69% dans le Tagant. La pauvreté s'est aggravée entre 2000 et 2004 dans plus de la moitié des districts, mais recule dans l'Assaba, le Gorgol et le Guidimaka et, dans une moindre mesure, à Nouakchott et dans le Trarza. Cette évolution positive s'explique en partie par les effets des projets de développement, mais également par d'importantes migrations au cours de cette période. Les trois projets en cours financés par le FIDA ciblent trois des cinq départements où l'incidence de la pauvreté est la plus forte: Gorgol, Guidimaka et Tagant. Il est intéressant de noter que les districts où les taux d'alphabétisation sont très faibles sont également ceux où les pauvres sont les plus nombreux⁴. Les cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance sont le groupe d'actifs dont le taux d'alphabétisation est le plus faible (32%).
12. **Insécurité alimentaire et vulnérabilité:** D'après l'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée en 2005 par le Programme alimentaire mondial à l'échelle de tout le pays, il existe en Mauritanie en matière de disponibilité alimentaire un déficit structurel et les possibilités d'atteindre l'autosuffisance alimentaire y sont limitées: en 2005, la production nationale a satisfait un tiers seulement des besoins alimentaires du pays. Certains segments de la population rurale souffrent davantage de l'insécurité et des pénuries alimentaires. L'importance des cultures et des autres activités rémunératrices dans le revenu des ménages est un facteur décisif. Soixante pour cent des ménages qui vivent dans l'insécurité alimentaire sont des familles rurales sans source régulière de revenus (8% de la population rurale), 12% sont des journaliers dont le pouvoir d'achat est faible (10% de la population rurale) et 7% des cultivateurs (17% de la population rurale). Les ménages ruraux qui possèdent du bétail ou bénéficient d'envois de fonds sont plus protégés en matière d'accès à la nourriture. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sont plus fréquentes dans le sud-est, à proximité de la frontière avec le Mali, principalement dans l'Assaba, le Gorgol et les deux départements de Hodh. La malnutrition des enfants (supérieure à 15%) est la plus marquée dans les districts d'Assaba, de Gorgol, de Guidimaka, de Hodh El Gharbi et d'Inchiri. Il existe un lien étroit entre pauvreté rurale et migrations: dans environ 42% des ménages ruraux, deux membres de la famille ont migré vers les zones urbaines.
13. **Groupes marginalisés:** Le précédent COSOP du FIDA indiquait qu'une forte proportion des ruraux pauvres étaient d'anciens esclaves et des membres d'autres castes inférieures qui, après l'indépendance, s'étaient installés dans des camps

² Enquêtes permanentes sur les conditions de vie des ménages.

³ Le seuil de la pauvreté a été fixé à un dollar par jour à prix constants de 1985. La pauvreté extrême a été fixée à 270 USD par personne par an.

⁴ Les taux d'alphabétisation sont les suivants: Gorgol (28,6%), Guidimaka (34,3%), Assaba (43,9%), Hodh El Chargui (45,2%), Hodh El Gharbi (48,1%) et Brakna (49,6%).

autour des villes et le long des principaux axes routiers. Ces établissements, appelés *adwaba*, se situent le long des routes principales dans les zones climatiques sahélo-sahariennes, où les possibilités d'activités agricoles sont rares. Ces groupes se caractérisent par leur pauvreté extrême, la précarité et la grande variabilité de leurs revenus ainsi que leur accès très limité aux services sociaux de base. Ils souffrent de l'absence d'autres sources de revenus, de l'éloignement des marchés et du recours à des technologies agricoles non écologiquement viables. Le projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro, cofinancé par le FIDA, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Gouvernement (2003), couvre l'Assaba, le Gorgol et le Guidimaka et vise à réduire la pauvreté extrême dans les *adwaba*.

14. **Les femmes et la pauvreté:** L'écart entre l'indice du développement humain (IDH) et l'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) représente la perte de développement humain due à l'inégalité entre les sexes. Dans le cas de la Mauritanie, l'IDH recule de deux rangs lorsque l'ISDH est pris en compte dans le calcul, ce qui traduit une prédominance de l'inégalité entre les sexes. La politique de promotion de la femme mise en œuvre par le gouvernement commence à porter ses fruits, en particulier en ce qui concerne la scolarisation des filles dans le primaire, mais les femmes rencontrent encore de grosses difficultés, y compris: i) l'inégalité de l'accès à l'éducation et aux soins de santé; ii) de faibles taux d'achèvement des études primaires et secondaires; iii) les mariages précoces; iv) l'inégalité de l'accès à la formation professionnelle; et v) l'inégalité de l'accès au crédit. Les mutations économiques et sociales des trois dernières décennies qui ont entraîné l'exode massif des chefs de famille ont nettement accru la vulnérabilité des femmes qui ont dû assumer la gestion du ménage.
15. **Conclusion:** En Mauritanie, la personne pauvre la plus vulnérable est une femme qui vit en milieu rural, dans le sud du pays et pratique la culture pluviale. Elle est très vulnérable face à la sécheresse, aux invasions acridiennes et à la désertification. Son revenu est très variable. Elle vit dans l'insécurité alimentaire et ses enfants souffrent de malnutrition, souvent chronique. Il est probable que son mari migre chaque année en quête de travail durant au moins six mois. Cette femme n'accède que très difficilement aux services sociaux de base tels que les soins de santé, l'eau et l'assainissement. Elle est illettrée, tout comme ses enfants. Si elle a de la chance, elle peut vivre jusqu'à l'âge de 57 ans.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

16. Les récentes élections démocratiques ont abouti à la mise en place d'un nouveau gouvernement (le 26 mars 2007). Le FIDA a pour point de contact le Ministère de l'économie et des finances (et non plus celui des affaires économiques et du développement, qui n'existe plus); il continuera également de travailler avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (et non plus avec celui du développement rural, qui a été supprimé). Le FIDA et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage ont instauré un partenariat fructueux fondé sur le respect mutuel. Le ministère est actuellement chargé de deux projets financés par le FIDA. Le Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion, par l'intermédiaire duquel le FIDA assurait la gestion du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro, relève désormais du ministère récemment créé de la décentralisation et de l'aménagement du territoire. La Banque centrale dispose d'une réserve de personnel de haut niveau et les liens entre le FIDA et la banque seront renforcés au cours de l'exécution du présent programme-pays. Du côté de la société civile, le FIDA travaille avec l'Association des usagers du *walo*⁵, l'Union des associations de gestion participative des oasis et l'union des Mutuelles d'investissement et de crédit oasiens (MICO).

⁵ Basses terres inondées durant une partie de l'année.

Stratégies nationales de réduction de la pauvreté rurale

17. Le 8 septembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration du Millénaire et les huit Objectifs du Millénaire pour le développement à titre de cadre général pour guider les efforts de développement au cours du troisième Millénaire. En décembre 2000, conformément au premier Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir l'élimination de la pauvreté absolue et de la faim, la Mauritanie a formulé son CSLP. Le premier CSLP a été approuvé en janvier 2001 à l'issue d'un long processus participatif et consultatif dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, dont la Mauritanie a été admise à bénéficier en 1999. Le premier CSLP couvrait la période 2001-2004; le deuxième porte sur la période 2006-2010. Des rapports sont régulièrement publiés sur la mise en œuvre du CSLP.
18. Le deuxième CSLP s'articule autour de quatre grands axes: 1) relancer la croissance économique, atténuer la dépendance extérieure, améliorer la compétitivité et offrir de nouvelles possibilités d'emploi et de revenus; 2) ancrer la croissance économique dans la réduction de la pauvreté et veiller à ce qu'elle soit équitable en appuyant le développement des secteurs qui bénéficient en priorité aux plus pauvres; 3) développer les ressources humaines et assurer l'accès de tous les citoyens aux services sociaux de base; et 4) promouvoir un développement institutionnel fondé sur une bonne gouvernance et sur la pleine participation de tous à la lutte contre la pauvreté.
19. **Stratégie nationale relative à l'égalité entre les sexes:** Dans le cadre de la préparation du deuxième CSLP et du plan d'action correspondant, un groupe de suivi de la problématique hommes-femmes a été créé. Le principal objectif de ce groupe est d'encourager l'institutionnalisation et le suivi de la prise en compte de la problématique hommes-femmes à tous les niveaux, moyennant le renforcement des actions de sensibilisation et de formation, ainsi que l'élaboration d'indicateurs pertinents ventilés par sexe. La stratégie nationale de promotion des femmes, approuvée en juillet 2006, entend démarginaliser les femmes sur le plan social et économique pour parvenir à un développement plus équitable. La vaste campagne politique en faveur des femmes qui a abouti à l'élection de femmes à plus de 20% des sièges dans les administrations locales et au Parlement est l'une des réalisations récentes importantes des efforts de coordination déployés par la communauté du développement à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des femmes.
20. **Stratégie de développement du secteur rural et décentralisation:** La stratégie de développement du secteur rural lancée en 1998 a été révisée en 2001 pour en améliorer la cohérence avec le CSLP. Les quatre objectifs stratégiques en sont les suivants: i) investir dans le développement rural pour améliorer la sécurité alimentaire; ii) assurer un accès équitable aux ressources du secteur; iii) accroître l'offre et la disponibilité des biens et des services nécessaires au développement durable du secteur; et iv) développer les capacités de gestion requises pour un développement participatif et durable. Un examen récent de la mise en œuvre de la stratégie a conclu que cette dernière restait valable et que les activités devraient être davantage orientées sur les priorités suivantes: a) améliorer le cadre institutionnel et réglementaire; b) accroître la production et la productivité; c) renforcer la sécurité alimentaire; d) insérer les activités agropastorales dans les filières commerciales; e) améliorer l'accès aux ressources durables ainsi que leur gestion; f) accroître les investissements dans l'infrastructure rurale; g) mettre l'accent sur la justice sociale, la problématique hommes-femmes et la réduction de la pauvreté rurale; et h) renforcer les institutions rurales et les acteurs du secteur⁶.

⁶ Ministère de l'agriculture et de l'élevage, avril 2007, "État des lieux et perspectives du secteur agricole et rural en Mauritanie".

Cet examen a relevé l'inertie du gouvernement en ce qui concerne la mise en œuvre des interventions de décentralisation et de développement local.

Harmonisation et alignement

21. La communauté du développement convient tout à fait qu'il est nécessaire de coordonner les interventions en faveur des pauvres et d'harmoniser les procédures et les mesures s'y rapportant. Pour faciliter les choses, le gouvernement a créé les structures institutionnelles suivantes: i) un comité interministériel chargé de la réduction de la pauvreté, sous la présidence du Premier ministre; ii) un comité de coordination présidé par l'ancien Ministre des affaires économiques et du développement, pour encourager tous les partenaires engagés dans le développement social, y compris la société civile, à travailler sous la supervision de l'administration publique; iii) un comité technique du CSLP, composé de représentants de tous les acteurs économiques et sociaux, tant privés que publics; et iv) un comité des donateurs présidé par le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), composé de représentants de tous les partenaires du développement actifs en Mauritanie. Le FIDA participe en non-résident au plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement et s'associe activement à la formulation des interventions appuyées par les autres partenaires. Le Fonds a par exemple envoyé des représentants aux ateliers organisés par la Banque mondiale pour formuler sa stratégie d'aide à la Mauritanie pour 2007-2010 et s'est engagé à encourager l'échange de données d'expérience avec d'autres partenaires du développement rural en Mauritanie. Enfin, le FIDA a associé des acteurs nationaux et internationaux au processus de rédaction, de mise au point finale et d'approbation du nouveau COSOP.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

22. De 1980 à 2005, le Fonds a financé 11 projets en Mauritanie, pour un coût total de 250 millions de USD, dont près de 40% financé sous forme de prêts (90 millions de USD). La Mauritanie est donc l'un des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui a le plus bénéficié de l'appui du FIDA au cours des 25 dernières années. Les projets ont été exécutés au rythme d'un nouveau projet tous les deux ans et d'un investissement de 30 USD par habitant. Huit des projets sont clos et trois en cours.
23. Une évaluation du programme de pays effectuée par le Bureau de l'évaluation du FIDA et publiée en 1998 présentait une évaluation détaillée des projets en cours du FIDA, analysait de manière approfondie les causes de la pauvreté rurale en Mauritanie et offrait des suggestions pour les stratégies d'intervention et modalités d'exécution futures, notamment: i) on pourrait améliorer efficacement l'environnement du développement rural en Mauritanie en tirant parti des synergies au profit de la concertation sur les grandes orientations et du crédit d'équipement; ii) la participation efficace des bénéficiaires à la formulation et à l'exécution des projets est cruciale pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté fixés par le FIDA en Mauritanie; iii) il est nécessaire de s'écarter considérablement des arrangements traditionnels d'exécution des projets pour se prémunir contre l'ingérence politique, y compris en s'en remettant systématiquement à des arrangements contractuels avec des institutions de la société civile et au recrutement du personnel des projets sur concours sur la base de contrats dont la durée est clairement précisée; iv) le suivi étroit des décisions arrêtées au sujet des procédures de gestion du personnel et des finances est essentiel pour une bonne exécution des projets. Pour élaborer le COSOP 2000-2004 et par la suite les trois interventions en cours du FIDA, à savoir le projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro, le projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama - phase II (Maghama II) et le programme de développement durable des oasis, il a été tenu compte de l'évaluation du programme de pays et des

enseignements qui en ont été tirés. Le partenariat établi à l'époque entre la Division Afrique de l'Ouest et du Centre et le Bureau de l'évaluation pour le portefeuille d'interventions en Mauritanie est une réussite en ce qui concerne la mise en commun des connaissances dans le but d'améliorer la conception et l'exécution.

B. Enseignements tirés

24. Pour élaborer le présent COSOP, des enseignements ont été tirés d'une série de documents d'évaluation, d'examen et de supervision. Ces documents incluent les évaluations intermédiaires réalisées par le Bureau de l'évaluation du projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama (Maghama I, le projet d'origine), et du programme de développement durable des oasis, phase II (Oasis II), l'examen à mi-parcours du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro (2006), un examen du portefeuille de financement rural du FIDA en Mauritanie (2006), un examen des aspects touchant à la problématique hommes-femmes dans le portefeuille en cours (2006) et un examen des approches mises en œuvre à l'initiative des communautés dans le cadre des trois projets en cours (2006). Certaines des constatations les plus importantes sont mises en relief ci-après.
- i) **Renforcement des institutions par le biais d'un développement conduit par les communautés:** L'une des réalisations les plus importantes du FIDA en Mauritanie a été d'appuyer et de développer les institutions des ruraux pauvres. Les trois projets en cours reposent sur une approche du développement conduit par les communautés appliquée à l'échelle des villages, des communautés et des oasis.
- **Oasis II.** L'évaluation intermédiaire du programme Oasis II a souligné que le projet avait réussi, en vue de parvenir à une gestion participative des oasis, à renforcer les associations qui, à la fin du projet, avaient véritablement assumé la responsabilité du lancement, de la planification, de la direction et du suivi de toutes les activités de développement oasien. Elle a également relevé que l'approche participative de l'exécution avait eu des répercussions indéniables sur l'organisation sociale et sur l'évolution des comportements au sein des communautés oasiennes. L'inversion de la tendance à l'exode rural des jeunes oasiens était effectivement liée, d'après l'évaluation intermédiaire, au renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité résultant de l'appui apporté au programme Oasis II.
 - **Maghama I.** D'après l'évaluation intermédiaire du projet Maghama I, l'approche du développement conduit par les communautés donne de bons résultats lorsque les représentants du village sont considérés comme des partenaires à part entière et que l'administration locale accepte d'instaurer avec eux un dialogue. De plus, d'après le dernier rapport de supervision du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur le projet Maghama II (2006), la délégation du pouvoir de passation des marchés locaux aux communautés est un réel progrès sur la voie de la participation effective des groupes cibles à la prise des décisions concernant les aspects importants de leur vie et de celle de leur communauté, outre qu'elle offre des possibilités locales d'emploi au sein des communautés.
 - **Afout sud et Karakoro.** L'examen à mi-parcours du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro met actuellement à l'essai une approche du développement conduit par les communautés. Cet examen a relevé que, si à la date d'entrée en vigueur du projet, 19 des 21 présidents des comités de coordination des communes étaient les maires, depuis les élections

démocratiques de ces comités récemment tenues, 19 des 21 présidents sont désormais des représentants des villages qui bénéficient de l'appui du projet. Pour ce qui est du portefeuille en Mauritanie, l'approche communautaire du développement s'avère être un moyen efficace de renforcer le capital social des ruraux pauvres et de leur permettre de contribuer activement à la prise des décisions concernant leur propre développement. De longues périodes d'exécution sont nécessaires pour que ces processus puissent améliorer les capacités des ruraux pauvres à renforcer leurs propres institutions.

- ii) **Décentralisation des méthodologies de ciblage par transfert aux organisations de ruraux pauvres:** Une fois réalisé le ciblage géographique, l'appui apporté aux communautés pour définir leurs propres méthodes d'autociblage s'est avéré efficace. L'évaluation intermédiaire du programme Oasis II a souligné que le projet évitait d'adopter une approche sectorielle du développement ou de cibler un groupe en particulier, mais s'adressait à toute la population oasienne et la guidait vers un processus de participation à la prise des décisions concernant ses priorités de développement, telles que définies dans les plans de développement. Ces plans étaient fondés sur les intérêts des communautés et n'excluaient personne a priori.
- iii) **Activités spécifiques en faveur des femmes:** Compte tenu de la situation particulièrement défavorisée des femmes, il faut concevoir des activités qui s'attaquent à leurs difficultés particulières. L'évaluation intermédiaire du programme Oasis II a souligné que, grâce à l'appui apporté aux activités créatrices de revenus et aux micro-prêts adaptés aux femmes accordés à cette fin, le projet a substantiellement amélioré les conditions de vie des femmes et de leur famille. Ce résultat a été obtenu en dispensant une formation spécifique aux femmes et en facilitant leur participation au processus de développement. Dans le cadre des trois projets en cours du FIDA, l'accent mis sur les activités d'information, d'éducation et de communication adaptées aux femmes rurales, portant notamment sur la santé génésique, les droits et l'alphabétisation fonctionnelle des femmes, a été un moyen important d'atteindre les groupements féminins.
- iv) **Le succès des réformes relatives à l'utilisation équitable des terres dépend de la participation de toutes les parties prenantes à leur élaboration:** L'entente foncière, une condition préalable à l'efficacité du projet Maghama I, a nécessité deux années de négociations avant d'être finalement signée par les propriétaires terriens et les agriculteurs pauvres. On voit là combien il importe de travailler par l'entremise des communautés locales et du droit coutumier régissant les biens communaux. La participation des notables locaux à ce processus a été un facteur déterminant du succès. Depuis 1994, 28 villages ont été associés à l'élaboration de l'entente foncière. En août 2004, les 28 villages ont signé cette entente, et une étude de ses aspects sociaux a été entreprise. La signature de l'entente est exemplaire des relations solidaires (capital social) qui existent dans la zone du projet, où les propriétaires terriens ont accepté de faciliter l'accès à la terre des populations qui, sans titre de propriété, n'accédaient à la terre qu'en payant cher et de manière précaire. La procédure qui a permis de parvenir à un consensus au sein de la population pour ce qui est de l'utilisation des ressources communales est actuellement réutilisée pour gérer les conflits entre éleveurs et cultivateurs et pour assurer la gestion de la réserve naturelle de El Atef.
- v) **La diversification de l'économie améliore la sécurité alimentaire:** Les évaluations intérimaires ont montré que, dans les deux interventions de Maghama I et Oasis II, la sécurité alimentaire et les revenus s'étaient

améliorés. À Maghama, la sécurité alimentaire s'était améliorée grâce à l'augmentation de la production de l'agriculture de décrue. Dans les oasis, l'amélioration résultait de techniques simples de conservation des aliments et d'activités créatrices de revenus qui avaient permis d'accroître les revenus des habitants les plus pauvres des oasis.

- vi) **Les services financiers ruraux peuvent donner de bons résultats s'ils sont adaptés au contexte local, s'ils bénéficient d'un appui professionnel et si les projets sont d'une durée suffisante pour créer des institutions financières rurales viables à terme:** les projets exécutés dans les oasis ont permis de mettre en place un réseau de 60 MICO – la version oasienne des associations de services financiers – qui sont des institutions financières rurales innovantes appartenant à leurs membres et qui sont actuellement en Mauritanie le seul réseau financier rural d'envergure raisonnable s'occupant des ruraux pauvres⁷. Le réseau des MICO doit maintenant relever le défi de la professionnalisation et de l'expansion. Les caisses villageoises d'épargne et de crédit créées dans le cadre du projet Maghama I n'ont pas connu un grand succès en raison de la faiblesse de la conception et de l'approche méthodologique. Divers types de caisses d'épargne et de crédit sont actuellement à l'essai dans le cadre du projet Maghama II. La zone d'intervention doit se préparer à tirer parti des possibilités offertes par les envois de fonds, dont les montants sont considérables dans la région, d'où partent la plupart des migrations vers l'étranger⁸. Les conditions nécessaires à la création de systèmes de microfinancement viables à terme ne sont pas encore réunies dans la zone d'intervention du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro.
- vii) **Développement de l'infrastructure (barrages, routes, etc.):** La pérennité de l'infrastructure dépend beaucoup du degré de participation et d'engagement des bénéficiaires et de leur aptitude à assumer les responsabilités techniques et financières de la gestion et de l'entretien des ouvrages. Compte tenu de ses maigres résultats dans ce domaine, le FIDA doit veiller à assurer une meilleure participation des bénéficiaires.
- viii) **Activités de reboisement et de stabilisation des dunes:** Ces activités nécessitent la formation adéquate des membres des communautés afin d'assurer la diffusion des résultats positifs. Compte tenu du faible taux de réussite de ces activités dans le cadre des projets oasiens, le FIDA doit former les bénéficiaires de manière plus efficace pour qu'ils puissent devenir des partenaires dynamiques en ce qui concerne les aspects plus techniques des projets de développement économique.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

C. Avantages comparatifs du FIDA dans le pays

25. À partir des enseignements qu'il a tirés des interventions appuyées en Mauritanie, le FIDA a pu développer des compétences et connaissances particulières dans un certain nombre de secteurs, tels que le développement conduit par les communautés, la mise en place de services de microfinancement rural, la production agricole et la sécurité alimentaire.

⁷ La Banque africaine de développement a récemment copié le modèle de la MICO pour créer 10 caisses d'épargne et de crédit destinées à l'élevage dans les deux départements de Hodh.

⁸ D'après l'examen du portefeuille des activités de financement rural (octobre 2006), les envois de fonds dans la région sont estimés à 88,5 millions de UM (environ 336 000 USD) par mois.

D. Objectifs stratégiques

26. Le FIDA et le gouvernement considèrent très important d'adopter des approches menées en collaboration et de rechercher les points de complémentarité avec les autres partenaires du développement, comme le prévoit la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. C'est dans ce contexte que le FIDA a contribué à l'élaboration de la matrice d'interventions conjointes des donateurs pour 2006-2010, en réponse au deuxième CSLP. Les domaines d'intervention futurs du FIDA s'inscrivent donc dans les axes stratégiques du deuxième CSLP et sont coordonnés avec les interventions des autres donateurs. Ainsi, en ce qui concerne en particulier: i) les objectifs globaux du deuxième CSLP; ii) le cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et iii) l'expérience des interventions passées et en cours, et la disponibilité des ressources financières supplémentaires destinées au développement, le but du présent COSOP et du programme-pays correspondant est d'améliorer, de diversifier et de pérenniser les moyens de subsistance des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres. Le programme-pays a pour objet de créer des systèmes institutionnels non exclusifs et durables, appuyés par des investissements, des politiques et des engagements favorables aux pauvres en matière d'innovation et d'apprentissage, en visant les trois objectifs stratégiques ci-après.

Premier objectif stratégique: Renforcer les institutions des ruraux pauvres en recourant aux méthodes du développement conduit par les communautés.

27. Cet objectif met l'accent sur le développement institutionnel et la mise en place de partenariats locaux avec les communautés rurales en tant qu'acteurs de leur propre développement. On entend ainsi encourager le développement institutionnel dans les communautés locales pour que leurs membres puissent devenir les agents de leur propre développement. À cette fin, il faut renforcer les capacités des membres des communautés en appliquant des approches participatives souples en vue de modifier les règles du jeu qui régissent les relations entre les différents acteurs (c'est-à-dire au sein du ménage, entre les membres les plus aisés et les membres les plus vulnérables des communautés, entre les communautés et les collectivités locales, etc.). On appuiera le processus de décentralisation en créant les chaînons manquants, en faisant en sorte que le processus soit davantage à l'écoute des citoyens et des communautés, tout en améliorant l'efficacité moyennant une planification et une budgétisation regroupée à l'échelle des communautés et des communes. Les domaines d'action prioritaires sont notamment les suivants: i) développer les capacités des organisations villageoises, oasiennes et communautaires en matière de planification, négociation, gestion et mobilisation des fonds pour leurs actions de développement; ii) renforcer le rôle, les fonctions et la représentativité des structures faïtières des communautés villageoises et des associations oasiennes créées dans le cadre des interventions antérieures et en cours du FIDA (Union des associations de gestion participative des oasis, Association des usagers du *Walo*, comités de coordination des communes, etc.), tout en appuyant la représentation des femmes et des groupes les plus vulnérables au sein de ces structures; iii) créer des liens entre les structures faïtières et les structures étatiques décentralisées (niveau intermédiaire); iv) encourager les échanges de connaissances sur les résultats des actions de développement menées à l'initiative des communautés; et v) harmoniser l'approche du développement conduit par les communautés suivie par le FIDA avec celles de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement, du PNUD, de l'Agence allemande de coopération technique, de l'Union européenne, etc. dans leurs domaines communs d'intervention.

Deuxième objectif stratégique: Promouvoir les services financiers ruraux viables à terme.

28. Le FIDA a beaucoup investi dans les services financiers ruraux autogérés dans des zones de la Mauritanie où il est très difficile de développer les services financiers ruraux (du fait de l'éloignement des marchés, de la faible densité de population, du

peu de capacité d'épargne, du faible niveau d'instruction, etc.). Le FIDA va désormais se concentrer sur la transformation des réseaux de services financiers ruraux existants (MICO et associations villageoises d'épargne et de crédit) en institutions viables à terme en renforçant leurs dimensions économiques et financières, ainsi que leur structure de gouvernance, tout en élargissant leur rayon d'action⁹. Les domaines d'action prioritaire seront les suivants: i) étude des possibilités de création d'un service de financement rural spécialisé et autonome, à même de fournir un appui professionnel aux réseaux déjà en place, et d'assurer l'interface avec le dispositif d'appui à la mise en œuvre du financement rural créé à Dakar, au Sénégal, par la division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec l'aide du Fonds d'équipement des Nations Unies; ii) coordination des interventions avec la Banque africaine de développement et le PNUD, qui s'occupent également de programmes relatifs à la microfinance rurale, de façon à assurer une meilleure couverture de la population ciblée et de permettre aux modalités d'intervention de se renforcer mutuellement; et iii) encourager les échanges de connaissances sur les bonnes pratiques dans le domaine du financement rural.

Troisième objectif stratégique: Parvenir à un développement agricole et à une sécurité alimentaire durables.

29. Le développement agricole et la sécurité alimentaire sont de toute évidence les priorités des ruraux pauvres et du gouvernement. Le FIDA a déployé jusqu'à présent des efforts considérables pour accroître la production et la productivité ainsi que pour diversifier l'agriculture dans le cadre des projets qu'il a financés. Cette approche du développement agricole axée sur l'offre a été importante pour accroître la production agricole et améliorer la sécurité alimentaire des ruraux pauvres. L'étape suivante consiste à trouver des débouchés pour la production marchande découlant des investissements antérieurs, ce qui pourra être fait en réalisant des études de marché et en développant les chaînes de valeur. Jusqu'à récemment, la commercialisation des produits agricoles en Mauritanie était tributaire du réseau routier, dont l'entretien est très onéreux. L'Union européenne, le Fonds arabe de développement économique et social, le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, etc., investissent actuellement massivement dans le développement du réseau routier, investissements qui pourraient contribuer à atténuer ce gros problème dans un avenir proche. Toutefois, l'accès aux marchés dépend également des liens établis entre les producteurs et les consommateurs finals. Compte tenu des enseignements tirés en Afrique de l'Ouest et du Centre des actions mises en œuvre pour relier les producteurs aux acheteurs du secteur privé, on pourrait envisager d'étudier les possibilités de création de filières-produits favorables aux pauvres, en partenariat avec un opérateur sélectionné du secteur privé. En conclusion, les domaines d'action prioritaires relevant de cet objectif stratégique sont notamment la création de filières-produits agricoles qui: i) favorisent l'accès aux débouchés locaux, nationaux et internationaux; ii) assurent une répartition équitable de la valeur ajoutée et garantissent que les ruraux pauvres tirent parti de cet ajout de valeur; iii) établissent un partenariat entre les producteurs et les acheteurs du secteur privé se situant en aval de la filière pour en assurer la viabilité à terme; et iv) encourager les échanges de connaissances sur les méthodes des chaînes de valeur.

E. Perspectives d'innovation

30. Compte tenu de son expérience, le FIDA a pu recenser et appuyer toute une gamme d'approches et de techniques innovantes ayant un réel potentiel en ce qui concerne le renforcement de l'efficacité de son action de soutien du développement rural en Mauritanie. Ces innovations sont notamment les suivantes: i) une approche authentiquement participative du développement conduit par les communautés pour exécuter le portefeuille d'activités en cours; ii) l'entente foncière; iii) des visites de six mois dans les oasis marocaines effectuées dans le cadre du

⁹ Outils de décision du FIDA en matière de financement rural, chapitre 10.

programme Oasis II par des couples d'agriculteurs, qui leur a permis de partager de nombreuses innovations intéressantes avec des populations vivant dans des environnements similaires; et iv) le modèle de financement rural de la MICO. Le nouveau COSOP poursuivra les efforts déployés dans le cadre des projets en cours pour tirer parti de ces expériences en les développant et en les reproduisant à plus grande échelle.

31. Les possibilités d'innovations futures dépendront de la manière dont sera abordée la question spécifique des changements climatiques et de leurs effets potentiellement dévastateurs pour les ruraux pauvres de Mauritanie. On cherchera à établir des partenariats avec des organisations travaillant à l'élaboration de nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie et de l'environnement pour étudier les possibilités de mise en valeur de sources d'énergie renouvelable d'un coût abordable, localement adaptées aux besoins particuliers des ruraux pauvres, par exemple le vent et l'énergie solaire.

F. Stratégie de ciblage

32. La méthodologie de ciblage du présent COSOP a été définie conformément aux systèmes nationaux de planification et de coordination du gouvernement, et à la politique adoptée par le FIDA en matière de ciblage. Elle comporte trois niveaux. Le premier est géographique: le FIDA axera ses interventions sur les zones où l'incidence de la pauvreté est forte, et où les pauvres sont nombreux. Le deuxième est communautaire: d'après les évaluations intérimaires réalisées par le Bureau de l'évaluation, une fois le ciblage géographique effectué, la meilleure approche du ciblage est, dans un deuxième temps, de guider les communautés pour qu'elles établissent leurs propres mécanismes d'autociblage, sans exclure quiconque a priori. Le troisième niveau de la méthodologie proposée est celui des groupes marginaux: des activités de ciblage spécifiques sont conçues de façon à atteindre des groupes socio-économiques particuliers ou tel ou tel sexe au sein des communautés particulièrement défavorisées, par exemple les cultivateurs pratiquant la culture pluviale n'ayant pas accès à des activités économiques rémunératrices. Tel a été l'objet, par exemple, du développement des activités des micro-entreprises féminines dans le cadre des projets de développement des oasis, ainsi que de l'information, l'éducation, la communication et l'alphabétisation fonctionnelle des femmes et des jeunes dans le cadre du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro et du projet Maghama II.

G. Articulations au niveau des politiques

33. **Contributions à l'évolution des politiques nationales en faveur des pauvres:** Le présent COSOP est pleinement conforme à la stratégie de développement du gouvernement, telle que définie dans le deuxième CSLP. Les objectifs stratégiques du COSOP et ses modalités d'exécution appuient les objectifs et composantes du deuxième CSLP, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs nationaux de développement de la Mauritanie, à savoir ceux qui ont trait: i) aux activités économiques et au bien-être des pauvres; ii) au développement du secteur agricole et rural; iii) au développement des ressources humaines et à l'accès à l'infrastructure de base; enfin, iv) au développement institutionnel obtenu par le biais d'une bonne gouvernance et de la participation de tous les acteurs. La mise en œuvre du présent COSOP devrait contribuer à apporter les modifications ci-après aux grandes orientations actuelles du deuxième CSLP:
- L'appui au développement des cultures de décrue est entravé par le manque de sécurité foncière des groupes les plus vulnérables. Faute de parvenir à appliquer le code foncier en vigueur aux réalités locales, les responsables de l'exécution du projet Maghama I ont élaboré une procédure efficace pour aider les propriétaires et les cultivateurs à élaborer des accords mutuellement acceptables. La législation foncière doit être revue de manière à fournir un cadre juridique pour cette approche concluante.

- Pour appuyer le développement durable des ressources productives, en particulier dans les oasis, il faut élaborer et appliquer des mesures adaptées pour protéger les ressources naturelles locales et en encourager une exploitation écologiquement rationnelle. Une réforme radicale des codes ruraux est donc nécessaire.

34. **Appui à la concertation sur les politiques en faveur des pauvres:** En tant que l'un des signataires de la Déclaration de Paris, le FIDA est convenu de contribuer au renforcement des stratégies nationales de développement et aux cadres opérationnels correspondants. Au titre du nouveau COSOP, le FIDA participera aux ateliers organisés périodiquement par le gouvernement pour évaluer et mettre à jour le deuxième CSLP, ainsi qu'aux réunions des comités des donateurs présidées par le PNUD, en particulier celles qui sont essentiellement consacrées aux questions liées à la réduction de la pauvreté. La concertation porte notamment sur les aspects ci-après: i) reconnaissance des structures faîtières en tant que partenaires de négociation en lançant des actions de développement dans les zones d'implantation de ces structures; ii) décentralisation de la passation des marchés locaux aux comités de développement communautaires, villageois et oasiens; iii) application des meilleures pratiques dans les interventions concernant le financement rural; et iv) utilisation des recettes pétrolières pour mettre fin à la pauvreté en milieu rural.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

35. Pour que le présent COSOP devienne un outil de planification et de suivi conjoint des interventions bénéficiant de l'appui du FIDA en Mauritanie, les tâches ci-après doivent être menées à bien avec le gouvernement et sont considérées essentielles pour permettre la mise en œuvre satisfaisante du COSOP: i) organiser une réunion d'examen et de planification à la fin de chaque année, à laquelle prendront part toutes les parties prenantes associées aux interventions bénéficiant de l'appui du FIDA dans le pays; le but en serait d'apprécier l'état d'avancement de la mise en œuvre du COSOP et des autres interventions en cours et de définir les objectifs et les ressources requises pour l'année suivante; ii) organiser une mission conjointe d'examen à mi-parcours en février 2010 pour évaluer l'état de la mise en œuvre du COSOP, les enseignements qui en ont été tirés et les mesures correctives éventuelles requises pour en améliorer l'impact; et iii) préparer un rapport final sur le COSOP en septembre 2012.

B. Gestion du programme de pays

36. **Partenariat pour l'exécution du programme de pays:** Le gouvernement assume la responsabilité de la gestion du programme-pays. À l'heure actuelle il s'agit du Ministère de l'économie et des finances et des autres administrations compétentes, dont le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire. La Mauritanie ne fait pas partie des pays visés par le programme pilote du FIDA relatif à la présence sur le terrain et le FIDA n'a donc pas de présence par procuration sur place; la gestion du programme-pays est donc entièrement assurée par le chargé de programme. Pour améliorer les choses, le FIDA envisage de collaborer avec le gouvernement pour mettre sur pied un partenariat pour l'exécution du programme-pays. Ce partenariat établira une équipe sur le terrain composée de représentants du gouvernement, des organismes des Nations Unies et des autres donateurs, des trois projets en cours financés par le FIDA, de l'UNOPS, des organisations agricoles, des ONG, des autres prestataires de services et du secteur privé. Cette équipe sur le terrain sera en contact avec le chargé de programme-pays du FIDA et avec l'équipe responsable de la Mauritanie au siège. Ce partenariat se réunira sur le terrain une ou deux fois par an pour examiner les problèmes liés à l'exécution et son état d'avancement, les innovations, les partenariats, les succès et les échecs. Il établira des liens avec FIDAFRIQUE, en particulier avec les forums portant sur le développement conduit

par les communautés, la problématique hommes-femmes et les partenariats entre secteurs public et privé. Il organisera des séminaires d'échange des connaissances sur des thèmes particuliers (par exemple le financement rural, le développement conduit par les communautés, la problématique hommes-femmes dans le cadre du développement, etc.), au cours desquels seront recensés les meilleures pratiques et les innovations qui pourront être intégrées dans les groupes thématiques du FIDA et dans les modalités opérationnelles du gouvernement.

37. **Supervision:** La supervision du portefeuille d'activités en cours est actuellement effectuée par l'UNOPS. Le travail du chargé de portefeuille de l'UNOPS est de très grande qualité. La participation établie du chargé de programme-pays du FIDA aux missions de supervision de l'UNOPS contribue à faire comprendre que le FIDA et l'UNOPS travaillent en équipe, à faire connaître à l'UNOPS et aux autres partenaires sur le terrain les nouvelles initiatives et exigences du FIDA, et représente un chaînon essentiel pour la gestion des connaissances et la recherche d'innovations en vue d'améliorer la conception, la mise en œuvre et l'impact des projets et programmes du FIDA. Le partenariat pour l'exécution du programme-pays fournira un appui pour la supervision, ce qui permettra au FIDA de renforcer sa participation à la supervision directe.
38. **Notation des projets à risque:** A l'heure actuelle, le portefeuille actuel ne comporte aucun risque majeur.
39. **Gestion et rectification:** L'exécution du programme-pays englobera les trois projets actuellement en cours.

C. Partenariats

40. **Collaboration au niveau institutionnel:** Le FIDA collaborera avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, qui vient d'être créé, à l'exécution du projet Maghama II, du programme de développement durable des oasis et des interventions futures. Des accords de collaboration ont également été signés à l'échelle des projets avec la Banque mondiale pour l'exécution du programme de développement durable des oasis, pour assurer une mise en œuvre cohérente de l'approche du développement conduit par les communautés et du projet Maghama II et pour accroître les financements. Une collaboration institutionnelle sera mise en place avec le Fonds pour l'environnement mondial dans le cadre d'un nouveau projet. La collaboration sera poursuivie avec le Fond de l'OPEP pour le développement international en ce qui concerne les ouvrages d'infrastructure et sera mis en place avec le nouveau Ministère de la décentralisation et du développement local, qui assure désormais la responsabilité du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture portera sur l'assistance technique nécessaire aux activités de recherche et de développement, y compris les dispositifs soucieux de l'environnement pour lutter contre les attaques de ravageurs et de prédateurs. Une collaboration sera mise en place avec le Programme alimentaire mondial pour faire face à la malnutrition grave des enfants dans la zone d'intervention du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro et, si possible, pour élaborer des plans de secours en cas de sécheresse. La collaboration avec la Banque africaine de développement et le PNUD portera sur la création conjointe de services financiers ruraux durables.
41. **Coordination institutionnelle:** Les interventions financées par le FIDA continueront de privilégier le travail en partenariat et en consultation étroite avec les principales parties prenantes. Les principales institutions potentiellement complémentaires du FIDA sont la Banque mondiale, l'Agence française de développement, l'Agence allemande de coopération technique pour ce qui est du premier objectif stratégique, la Banque africaine de développement, le PNUD et la Banque centrale pour ce qui est du deuxième objectif stratégique et la Banque

africaine de développement et les entités du secteur privé en ce qui concerne le troisième objectif stratégique.

D. Gestion des savoirs et communications

42. La gestion des savoirs est un aspect essentiel de cette stratégie étant donné que, par le biais de l'apprentissage sur le terrain, on aboutira à une amélioration de l'exécution, de la conception du programme et de son impact. Dans un premier temps, le partage des connaissances et l'apprentissage démarreront sur le terrain par le biais de programmes d'échanges entre agriculteurs à l'échelle des interventions du FIDA en Mauritanie et de ses programmes dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans un second temps, des ateliers sur des thèmes spécifiques (par exemple, financement rural, développement conduit par les communautés, etc.) seront organisés en Mauritanie pour recenser les meilleures pratiques, les mettre en commun et les diffuser entre partenaires. Étant donné que tous les projets exécutés en Mauritanie sont liés à FIDAFRIQUE, les enseignements tirés et les meilleures pratiques seront diffusés par ce réseau via Internet et intégrés aux outils de gestion des savoirs du FIDA (groupes thématiques, notes thématiques, outils de décision, portail sur la pauvreté, etc.). De toute évidence, tous les systèmes de suivi et d'évaluation des projets fonctionnent en tant qu'outils d'apprentissage en vue d'orienter l'exécution vers de meilleurs résultats.

E. Cadre de financement SAFP

43. Sur la base du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA, le montant du financement disponible pour la première année du COSOP est de 11,5 millions de USD pour une durée de trois ans. L'impact du projet et les résultats sectoriels de l'allocation fondée sur la performance sont indiqués au tableau 1.

Tableau 1

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	5	3,51	-21%
Scénario de base	6	3,81	0%
Hypothèse haute	6	4,11	+6%

F. Risques et gestion des risques

44. À l'heure actuelle, les principaux risques envisageables sont les suivants:
- **Placement équitable des recettes de pétrolières:** Très peu de pays sont parvenus à gérer correctement les flux financiers importants découlant de l'exploitation des ressources non renouvelables. De fait, si le surcroît de ressources n'était pas investi au profit de toutes les catégories de la population mauritanienne, des conflits pourraient voir le jour. Le gouvernement peut atténuer ce risque en encourageant le développement équitable dans le cadre de la mise en œuvre de son CSLP.
 - **Modification du dispositif institutionnel:** Les modifications apportées à la structure institutionnelle du gouvernement (création et fermeture de ministères) à la suite des récentes élections pourraient avoir des effets négatifs sur l'exécution du programme du FIDA. La mise en place du partenariat pour l'exécution du programme-pays contribuera à atténuer ce risque.

- **Changements climatiques et invasions de prédateurs:** La Mauritanie est extrêmement vulnérable face à la sécheresse et aux invasions de prédateurs (criquets pèlerins, tiques, oiseaux). L'élaboration de mesures adaptatives, par exemple de systèmes d'alerte précoce adéquats et de plans de secours en cas de sécheresse, aideraient les populations rurales à mettre au point des mesures préventives qui pourraient être appuyées par exemple, par une gestion durable des sols que pourrait encourager l'exécution d'un programme financé par le Fonds pour l'environnement mondial.

COSOP consultation process

1. Aiming to build a coordinated strategic approach based on the country's development priorities as outlined in Mauritania's Poverty Reduction Strategy (*Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvrete- CSLP II*), of which the second action plan (2006-2010)¹⁰ has recently been finalized, this COSOP is based on in-depth discussions with the Government of Mauritania, other donors, civil society and other partners in development. The COSOP consultation process had in fact begun in late 2004 but came to a halt in August 2005 when Colonel Ely Ould Mohamed Vall, at the head of a 17-member Military Council for Justice and Democracy, seized power in a bloodless coup. He pledged to fight corruption, guarantee freedom of the media, eliminate poverty, alleviate unemployment, handle oil revenues with transparency and promote the role of women and young people in public life. The reform-minded transitional government of Colonel Vall effectively conducted Mauritania's transition to democracy, a process which included: (i) a constitutional referendum in June 2006; (ii) parliamentary and municipal elections in November 2006; (iii) elections to the Senate in January 2007; and (iv) Presidential elections in March 2007. Once IFAD was assured that the promised reforms were actually being undertaken by the transitional Government and that the Government was indeed able to assure economic and political stability, it was able in the Spring of 2006 to reactivate the COSOP consultation and formulation process.
2. In terms of background documents, the Country Portfolio Evaluation (CPE)¹¹ published by IFAD's Office of Evaluation (OE) in 1998 continues to be a solid, key background document. The CPE provided, in addition to an in-depth assessment of the implementation situation of IFAD ongoing projects at the time, a thorough analysis of the causes of rural poverty in Mauritania and suggestions for future intervention strategies and implementation modalities, some of which are still valid today. Since then, a series of evaluations, reviews and supervision documents undertaken at project level have identified IFAD's achievements and lessons learned for an efficient country strategy design. These include the Interim Evaluation (IE) of the Maghama Improved Flood Recession Farming Project I¹², the IE of the Oasis Development Project Phase II¹³; the mid-term review of the Poverty Reduction Project in the Aftout Sud and Karakoro (2006)¹⁴. The COSOP design also extensively benefited from the two most recent poverty analyses published by the Mauritanian authorities and which are used to monitor progress under the CSLP: the *Enquêtes Permanente sur les Conditions de Vie des Menages* (EPCV) undertaken in 2000 and 2004, the main results from which are reported both in the World Bank Country Assistance Strategy (CAS) 2007-2010 and in the CSLP II (2006-2010).
3. The COSOP consultation and formulation process involved a number of steps among which:
 - review of available documents and evaluation of the performance and impact of IFAD-supported interventions in Mauritania between 1980 and 2005 (April-May 2006);
 - participation in the development of the World Bank's Country Assistance Strategy (CAS) 2006-10 (and from which this COSOP has included some sections), including the CAS validation workshop of June 2006 and contribution to the Donor Joint Assistance Strategy matrix 2006-2010 linked to the CSLP's second action plan (May-June 2006);

¹⁰ The first action plan covered the period 2000-2004.

¹¹ IFAD, Office of Evaluation and Studies, 1998. *République Islamique de Mauritanie: Évaluation du Portefeuille des Projets Finances par le FIDA*, Volumes I-III.

¹² IFAD, Office of Evaluation, 2001. *République Islamique de Mauritanie: Évaluation Interimaire du Projet d'Amélioration des Cultures de Décure à Maghama*.

¹³ IFAD, Office of Evaluation (OE), 2002. *République Islamique de Mauritanie: Évaluation Interimaire du Projet de Développement des Oasis - Phase II*.

¹⁴ The mid-term review report is available in the West and Central Africa Division, IFAD.

- COSOP in-country design mission (July 2006) which included: (i) meetings and discussions with relevant Ministries, donors and other partners working in the rural sector of Mauritania; (ii) field visits to the three ongoing IFAD projects, meetings and discussions with community-based associations and IFAD project target group members and (iii) review of the institutional, regulatory and policy environments of the rural sector in Mauritania (see annex II);
- presentation of a draft COSOP to an IFAD PDT (November 2006);
- organization of three portfolio review missions to fill certain gaps of the COSOP: (i) rural finance review mission in October 2006 (see annex III); (ii) gender portfolio review mission of November-December 2006 (see annex IV) and (iii) community-driven development review mission of November-December 2006 (see annex V)
- commissioning and supervising a thesis on "Amartya Sen's Capability Approach in Targeting the Rural Poor in Mauritania"¹⁵;
- in country workshop (February 2006) to discuss and validate the draft COSOP, with representatives from IFAD, UNOPS, the Government of Mauritania, donors, staff of IFAD ongoing projects, NGOs, farmer organizations as well as other partners (see annex I)
- finalization of the COSOP and presentation to IFAD management (June/July 2007).

¹⁵ Kim, Suyun. 2007. *The Capability Approach in Targeting the Rural Poor in Mauritania*. Master's in Human Development and Food Security, University Roma III.

Atelier de concertation sur les stratégies d'intervention du FIDA en Mauritanie (COSOP)

21 Février 2007

Rapport de synthèse

1. Objectifs et portée

1. L'atelier Atelier de concertation sur les stratégies d'intervention du FIDA en Mauritanie (COSOP) organisé conjointement par le Ministère des Affaires Economiques et du Développement et le FIDA, le 21 février 2007 s'inscrit dans la dynamique d'échange et de concertation autour des programmes de coopération du FIDA en Mauritanie. Cet atelier visait les principaux objectifs suivants:
 - Présenter et discuter avec les administrations et les autres acteurs nationaux le projet de COSOP avant son adoption par le Conseil d'administration du FIDA
 - Valider avec les participants le document du COSOP
 - Recueillir les propositions et suggestions de la partie nationale en vue d'améliorer et de préciser le contenu du COSOP
 - Enclencher une dynamique de concertation et d'échange favorable à l'appropriation du COSOP
 - Contribuer au Renforcer les espaces de communication entre le gouvernement et le FIDA pour une meilleure mise en œuvre des projets FIDA en Mauritanie.
2. L'atelier a réuni les principaux acteurs et partenaires institutionnels et associatifs dans la planification, le financement, l'exécution et le suivi évaluation des projets de développement notamment
 - Les administrations et directions techniques des ministères
 - Les projets FIDA
 - Les agences du système des Nations Unies
 - Les agences de coopération bilatérale
 - Les organisations non gouvernementales
 - Les associations communautaires de base et associations des bénéficiaires
 - L'association des maires
 - Le secteur privé
 - Le FIDA
 - L'UNOPS

2. Déroulement

3. Les travaux de l'atelier se sont déroulés sous la présidence du Chargé de Mission auprès du Ministre des Affaires Économiques et du développement.
4. Le CPM et le consultant ont fait une présentation détaillée du document d'exposé des stratégies d'intervention COSOP. A l'issue de la présentation du COSOP, les débats en plénière ont été ouverts et des échanges fructueux ont permis de recueillir les points de vue des participants et d'apporter des réponses de clarification aux questions posées. Après les discussions en plénière, trois groupes de travail (finance rurale, CDD, filières agricoles) ont été constitués pour analyser le document et formuler les propositions pour son amélioration. Une restitution des travaux de groupe a été faite et des discussions s'en sont suivies.

3. Conclusions et recommandations

5. Les participants se sont félicités de la qualité du document d'exposé des stratégies d'intervention du FIDA en Mauritanie et l'ont validé moyennant les observations et recommandations suivantes:
 - réviser et corriger les données et informations contenues dans certains paragraphes notamment les données sociales et démographiques et les données sur le pétrole
 - revoir et actualiser les données relatives aux interventions des différents partenaires en particulier les agences des Nations Unies
 - promouvoir des institutions des ruraux pauvres durables par l'amélioration des techniques de ciblage de bénéficiaires, la mise en place des mécanismes locaux de concertation et des cadres nationaux de consultation et de coordination
 - Assurer l'inclusion des plus pauvres femmes, et des jeunes dans la prise de décision:
 - combiner les critères nationaux (CSLP) d'évaluation de la pauvreté et la perception locale des communautés.
 - mener des enquêtes (Études par des expertises avérées
 - tenir compte dans cette approche communautaire des dimensions de la pauvreté monétaire et d'accès à des biens durables
 - favoriser les débats et instituer l'approche focus groupe pour un meilleur ciblage des propriétés /prise de décision.
 - promouvoir la décentralisation pour l'élaboration / adoption des plans villageois de développement en impliquant les communes.
 - agréger les différents plans villageois en PDC
 - impliquer les communes dans l'adjudication des marchés villageois
 - renforcer les capacités des communautés villageoises et les communes dans la gestion des marchés (adjudication, suivi et contrôle...)
 - approfondir la réflexion sur les procédures de passation des marchés communautaires à petite échelle
 - fédérer toutes les interventions (État, bailleurs) au sein d'un seul comité de développement villageois: concertation, bailleurs, gouvernant au plan national, pilotée par le MAED
 - accorder une attention particulière au développement des filières dattes, maraîchage, élevage (petits ruminants), céréales et cultures pluviales
 - améliorer les productions par la lutte contre les ennemis des cultures, l'augmentation des rendements et les techniques de stockage + emballage
 - appuyer les IMF rurales dans une perspective de professionnalisation en respectant les règles de subventions au développement et apportant l'appui technique
 - définir une politique de crédit /IMF qui tient compte de l'adaptabilité des produits financiers par rapport aux cibles, au calendrier des activités, l'encouragement de l'épargne locale et la définition des critères d'éligibilité au crédit par rapport à la demande de crédit (activité)
 - mettre en place des critères de priorisation de l'intervention en différenciant entre les besoins des pauvres et des moins pauvres
 - prévoir la subvention d'équilibre à l'occasion de la création de toute IMF, équipement, locaux et fonds de roulement.

Country economic background

Land area (km² thousand) 2004 1/	1025	GNI per capita (USD) 2004 1/	530
Total population (million) 2005 1/	3	GDP per capita growth (annual %) 2003-04 1/	4.5
Population density (people per km²) 2005 1/	3.4	Inflation, consumer prices (annual %) 2005 1/	12.1*
Local currency: Mauritania Ouguiya	MRO	Exchange rate: USD 1 =	218.250
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual growth rate) 1990-2004 1/	2.7	GDP (USD billion) 2005 1/	1.9
Population annual growth 2005 2/	2.6	<u>Average annual rate of growth of GDP 3/</u>	
National poverty rate 2004 1/	46.7	1990-1999	4.5
Crude death rate (per thousand people) 2004 1/	14	2000-2004	4.7
Crude birth rate per 1,000 people 2004 1/	41	<u>Average annual rate of growth of real per capita GDP 3/</u>	
Migration rate (per thousand people) 2004 1/	27	1990-1999	1.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2005 1/	78	2000-2004	1.8
Under-five mortality rate (per 1 000) 2005 1/	125	<u>Sectoral distribution of GDP 2004 1/</u>	
Life expectancy at birth (years) 2005 1/	53.7	% agriculture	18
Population age composition (as % of total population) 2004 1/		% industry	24
Ages 0-14	43.1	% manufacturing (calculated as 5% of industry)	10
Ages 15-64	53.5	% services	48
Ages 65+	3.4		
Proportion of males to females 1/	0.95	<u>Consumption 2005 4/</u>	
Ratio of estimated female to male earned income 2/	0.5	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	22.5
Rural population (%of total population) 2004 3/	37	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	92.4
Number of rural poor (million) 2004 3/	1.1	Gross domestic savings (as % of GDP)	-14.9
Rural population below the poverty line (%of total rural population) 2004 5/	59	Average inflation consumer prices (annual %) 2000-2004 7/	6.5
Total labour force (million) 2005 9/	1.6		
Unemployment rate (% total labour force)2004 9/	31.2	Balance of Payments (USD million)	
Female labour force as % of total 2004 8/	39.1	Merchandise exports 2004 1/	400
Labor force employed in agriculture (% of total labor force) 2004 7/	40	Export of goods and services (as a % of GDP) 2004 1/	29
Female participation rate (% of female labour force) 2006 9/	54.1	Export growth (%) 2004-05 5/	47.8
Male participation rate (% of male labour force) 2006 9/	83	Export average annual growth (%) 2001-04 /5	5.6
Education		Merchandise imports 2004 1/	410
School enrolment, primary (% gross) 2004 1/	94	Balance of merchandise trade	-10
Primary completion rate 2004 (% of population) 1/	43	Current account balances (USD million) 4/	-517
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2005 1/	49	before official transfers 2004 1/	na
Adult literacy rate (% ages 15 and older) 2004a - female 3/	43	after official transfers 2004 1/	na
Adult literacy rate (% ages 15 and older) 2004a - male 3/	60	Foreign direct investment, (million) net 2004 1/	300
General government expenditure on education (% GDP) 2003-04 2/	3.4	Current account balance (as a % of GDP) 2005 7/	-46.9
		Current account balance (as a % of GDP) 2006 7/	-9
Nutrition		Government Finance	
Daily calorie supply per capita		Overall surplus/deficit (as % of GDP) 2005 4/	2.4
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 1/	34.5		
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 1/	31.8		

Health		Fiscal deficit (as % of GDP) 2005 1/	-8.8
Health expenditure, total (as % of GDP) 2004 1/		Fiscal deficit (as % of GDP) 2001-2004 8/	-9.9
General government expenditure on health (% GDP) 2003-04 2/	3.2	Total <i>final consumption</i> expenditure (% of GDP) 2004 4/	21.9
Share of total expenditure on health 2003 3/	77	Total external debt (USD million) 2004 4/	2 297
Share of total government expenditure 2003 3/	14	Total debt/GDP 2004 4/	148.4
Physicians (per thousand people) 2004a 2/	11	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	73
Total Population using improved water sources (%) 2002 3/	56	Total debt service (% of exports of goods and services) 2004 4/	8.9
Rural population with sustainable access to improved water sources (%) 2002 3/	45	Interest payments/GDP 2004 4/C16	1.2
Population with access to essential drugs (%) 1999 2/	na	Lending interest rate (%) 2004 1/	21
Total Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	34	Deposit interest rate (%) 2004 1/	8
Rural population with sustainable access to improved sanitation facilities (%) 2002 3/	9		
Agriculture and Food			
Agriculture (value for food na) imports (% of merchandise imports) 2004 3/	84		
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2004 1/	40		
Food production index (1999-01=100) 2004 3/	109		
Yields of irrigated rice (tons per ha) 2003-05 8/	4.2		
Yield of dryland food crops (tons per ha) 2004 8/	0.8		
Land Use			
Arable land as % of land area 2001-03 1/	0.5		
Forest area as % of total land area 2001-03 1/	0.3		
Irrigated land as % of cropland 2001-03 1/	9.8		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* 2006 & the *Little Data Book* 2006

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

3/ World Bank, *Africa Development Bank Indicators* 2006

4/ World Bank, *Mauritania at Glance* 2006 (prepared by country unit staff)

5/ World Bank, *Country Assistance Strategy 2006-2010* (some data source are from the Islamic Republic of Mauritania, Household Survey 2004)

6/ UNICEF statistics - data elaborated from the World bank.
(http://www.unicef.org/infobycountry/mauritania_statistics.html)

7/ *Economic Intelligence Unit, Country Report April* 2007

8/ PRSP II

9/ ILO African Development Trend 2007

* Inflation is forecast to remain in single digits at 8% in 2007 and 6.4% in 2008 (EIU Mauritania Country Brief 2007). 5.6% is the average inflation rate recorded for the period 1990-2004 (source 2/ (UNDP 06)

COSOP results management framework

Column 1-Country Strategy Alignment	Columns 2-4-Key Results for COSOP			Column 5-COSOP Institutional/Policy Objectives
<i>Poverty Reduction Strategy (CSLP) target</i>	<i>COSOP strategic objectives</i>	<i>COSOP outcome indicators related to the strategic objective</i>	<i>COSOP milestone indicators showing progress towards SO</i>	<i>Specific policy/institutional ambitions related to the SO</i>
<p>CSLP Strategic objective 4: Improve governance and build institutional capacities through</p> <p>4.4.2 strengthening the tools and capacities to plan and manage at local level;</p> <p>4.5.1 strengthening the management capacity and organization of civil society organizations</p>	<p>SO1: Strengthen institutions of the rural poor using community-driven development approaches</p>	<p>The Union of the AGPOs is recognized by its base as its official representative on all questions concerning Oases development and has established linkages at the decentralized communal levels by 2010.</p> <p>The Association of <i>Walo</i> users is recognized by its base as its official representative; through membership payments it is able to effectively manage the <i>Walo</i> infrastructure entrusted to them by GoM by 2009.</p> <p>Priority investments negotiated, planned and managed by rural poor: 80 per cent of the target group uses the infrastructure and services provided (70.000 in Oases, 150.000 in Aftout and Karakoro and 74.000 in Maghama).</p> <p>20 per cent of all management committee positions are held by women by 2010.</p>	<p>69 executive committees of the associations for the participatory management of the oases (AGPOs) are democratically elected and membership in the Union of the AGPOs by paying their quotas, 22 village development committees in the Maghama region have democratically elected members in the Association of the <i>Walo</i> users and pay their membership quotas.</p> <p>69 participatory oasis development plans, 21 participatory communal development plans and 22 participatory village development plans are established. The oases and village development plans are included in the decentralized communal development plans.</p> <p>Capacity-building programs include specific training for women and girls, particularly for increasing their decision-making roles.</p>	<p>GoM accepts delegation of procurement for local shopping to village/oasis/communal management committees through a decree.</p> <p>The three ongoing projects share experiences and lessons learned on the CDD intervention approaches, promote best practices among each other and establish how best to develop linkages between the grass-roots and the meso-level.</p> <p>IFAD, WB, UE and other donors coordinate and promote a similar CDD intervention approach at least in the areas where they operate together.</p> <p>Contribute to an IFAD CDD decision tools document.</p>

<p>CSLP Strategic Objective 2: Promote access to capital and to its economic activities (anchor economic growth to the economic conditions of the poor) through:</p> <p>2.3.1 Improving the access of the rural poor to microcredit</p>	<p>SO2: Promote sustainable rural financial services</p>	<p>MICOs report on the MIX market by end 2010.</p> <p>CAVECs begin to access the large remittances in the Maghama region by 2011.</p>	<p>The current Oasis Mutual Investment Associations system (MICOs) is redressed: all MICOs not having adequate reimbursement rates by end of 2007 are closed down; MICOs receive professional assistance through a contract established with a microfinance operator by end 2007; an analysis is made of densification and product diversification possibilities by end 2008; MICOs substantially increase outreach by 2010.</p> <p>Two CAVEC are established with the support of a professional microfinance operator, one in ARR and one in Maghama by end 2008.</p>	<p>Establishment of a national rural finance unit together with AfDB and UNDP.</p> <p>Creation of MICO unions together with the AfDB-funded CECELS.</p> <p>Contribution to the WCA rural finance action plan and IFAD rural finance policy.</p>
<p>CSLP Strategic Objective 2: Promote access to capital and to its economic activities (anchor economic growth to the economic conditions of the poor) through:</p> <p>2.1.3 Diversify, enhance sustainability and intensify crop production</p>	<p>SO3: Achieve sustainable agricultural development</p>	<p>At least five commodity-chains linking the rural poor to markets in partnership with the private sector are operational by 2011.</p>	<p>Pro-poor commodity-chain potential development analysis undertaken in 2007.</p>	<p>Current and planned investments in the road network, also linking poorest rural areas to markets, respect planned delivery schedules.</p>

Previous COSOP results management framework

(a) Context

1. The 2000-2004 Country Strategic Opportunities Paper (COSOP) of IFAD, was not designed along a Results Management Framework such as is foreseen today. This appendix thus provides an overview of the main results achieved *vis-à-vis* the COSOP's defined priorities rather than *vis-à-vis* baseline indicators. Despite the fact that the COSOP's time-frame, 2000-2004, was exactly the same as that of Mauritania's first action plan (2000-2004) under its Poverty Reduction Strategy (*Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvrete-CSLP*), the COSOP was actually designed before the CSLP and its relative action plan were approved. Thus, the COSOP actually makes reference to Mauritania's national strategy for poverty alleviation of 1997 identified by the specialized agency for poverty reduction, the *Haut Commissariat pour la Lutte contre la Pauvreté*, and which focused on five key objectives: (i) labour intensive public works, (ii) credit schemes for microenterprises and artisanal fisheries, (iii) development of rural community infrastructures, (iv) support to improved decentralized service delivery; and (v) the establishment of a poverty monitoring system.
2. Between 1994 and 2001, due to the persistence of a non-conducive environment for rural development, there were no new IFAD-funded projects in Mauritania. The country portfolio evaluation undertaken by IFAD's Office of Evaluation and Studies (OE)¹⁶, in collaboration with the West and Central Africa division (PA) and published in 1998, gave an in-depth assessment of IFAD ongoing projects, a thorough analysis of the causes of rural poverty in Mauritania and suggestions for future intervention strategies and implementation modalities such as: (i) exploiting the synergies for policy dialogue and investment lending can be an effective tool for improving the environment for rural development in Mauritania; (ii) effective participation of beneficiaries, without excluding anyone, in project formulation and implementation is critical for the achievement of the poverty reduction goals of IFAD projects in Mauritania; (iii) significant departure from traditional arrangements for project implementation is needed in order to ensure full autonomy of project management units, explicit protection from political interference, including systematic reliance on contractual arrangements with civil society institutions and on competitive selection of project staff under time-bound contracts; (iv) close monitoring of agreed decisions on personnel and financial management procedures is essential for proper project implementation.
3. The COSOP 2000-2004 and the subsequent design of the three currently ongoing IFAD interventions, the PASK, the Maghama Flood Recession Project Phase II (Maghama II) and the Oasis Sustainable Development Programme (PDDO), all drew heavily from the CPE and the lessons learned described above. The COSOP aimed at renovating and strengthening the collaboration and policy dialogue with the Government of Mauritania (GoM) in order to mainstream rural development in national policy agenda, increase empowerment of rural populations, and cooperate more with civil society institutions. It should be highlighted that the partnership established at the time between the WCA division and OE within the context of the Mauritania portfolio can be considered a successful story in terms of knowledge sharing for improved design and implementation.

(b) IFAD Proposed Strategy under the COSOP 2000-2004

4. Aiming at mainstreaming the policy issues and investment opportunities most critical to the well being of the rural poor, IFAD planned to use a two-pronged approach: (i)

¹⁶ Today's Office of Evaluation.

exploiting the synergies between policy dialogue and investment funding; and (ii) leveraging its capacity for policy dialogue and its finite financial resources through strategic alliances and partnerships with other donors sharing the same objectives and approaches. Interventions were envisaged to focus on the promotion of:

- the empowerment of rural populations, particularly the IFAD target group, to participate effectively in setting local development priorities, in defining and implementing local development programs, and in partaking of their benefits;
 - the development of grass-roots organizations with enhanced capabilities for advocacy and program design and implementation;
 - the decentralization of rural development processes through the establishment of effective mechanisms for transferring resources to the rural populations for the funding of local development programs that address their priorities; and
 - the alleviation of the access problems faced by the rural poor to land tenure security, to financial capital, and to markets.
5. The following cross-cutting issues chiefly guided the COSOP:
- **Targeting** the most vulnerable among the rural poor, those excluded from decision process and from the benefit of economic growth such as: (i) former slaves and other lower castes that have settled after independence in camps around towns and along major roadways, called "adwaba"; (ii) women and youth and (iii) small farmers depending of rain-fed agriculture for their livelihood.
 - **Policy dialogue** with the GoM to address those issues most critical to the interests of IFAD target groups such as: (i) design and mainstream a legal framework for the establishment of local development organizations; (ii) strengthen rural decentralization through capacity-building; and (iii) ensure that reforms and land tenure are not biased against landless farmers and other vulnerable groups and that they provide for their secured access to extended use rights and farm land.
 - **Partnerships and strategic alliances building** as essential both to leveraging the needs of the most rural poor disadvantaged groups and to meeting the funding requirements of proposed action. Among the potential partners mentioned in the COSOP were: (i) the German-cooperation and the WB as possible partners targeting most disadvantaged rural groups and strengthening the decentralization process; (ii) the Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD), and the European Union to provide financial support to rural infrastructure activities in the Oasis regions; and (iii) Local and international NGOs to be partners in project implementation.
6. In view of an enhanced lending portfolio the COSOP envisaged funding three operations during the period 2000-2004 through concessional loans.
- (c) Main results achieved by IFAD during COSOP implementation**
7. The COSOP served as the guiding framework of the three new projects financed by IFAD between 2001 and 2004 for an overall concessional loan amount of US\$33 million (just 15 per cent less than the US\$39 million overall loan amount for the previous eight projects approved between 1980 and 1994.
8. After seven years since IFAD's Board approved the last loan to Mauritania, in October 2002, July 2003 and November 2004, the following three operations respectively became effective (i) the Poverty Reduction Support Project in Aftout South and Karakoro (PASK) in support of the *Adwaba* communities; (ii) the Maghama Flood Recession Project Phase II (Maghama II) targeting the rural poor in rain-fed and flood recession farming areas; and (iii) the Oasis Sustainable Development Programme (PDDO) seeking to broaden the support provided to the rural poor populations of the oasis regions.
9. In terms of cofinancing, it should be highlighted that the GoM has given high priority to the IFAD portfolio since it is contributing with counterpart funding amounting to

US\$20 million, about sixty percent of IFAD's overall total loan amount for the three projects of US\$33 million: (i) US\$8.12 million HIPC funding in support of the rural infrastructure investments prioritized by the target group in the communal development plans under the PASK project (US\$11.3 million IFAD loan and US\$3.49 million OFID loan); (ii) US\$8.15 million to the PDDO (US\$11.41 million IFAD loan); and (iii) US\$1.25 million additional, unexpected resources after three years of implementation of the Maghama II project plus the original US\$1.42 million counterpart funds while the World Bank also recently contributed an unforeseen US\$1.2 million for heavy rural infrastructures to the same project (US\$10 million IFAD loan). In 2006 IFAD began official procedures to access US\$5 million from the Global Environment Fund (GEF) to cofinance the sustainable management of the Oasis environment.

10. In terms of the empowerment of rural populations and the development of grass-roots organizations, one of the most important achievements of IFAD activities in Mauritania has been the support and development of institutions of the rural poor through the adoption of the Community-Driven Development (CDD) approach in most disadvantaged regions addressing the poorest segments of the population. As a result of capacity-building and information campaigns, the associations for the participatory management of the Oasis have decided to form a union of associations having the objective of becoming a counterpart *vis-à-vis* the government with regard to development activities in the oasis regions. The participatory approach in implementation is having an important impact in the area of social organization and changing attitudes among oasis communities. Farmers' groups supported under the Maghama project, decided to establish an association of users of the *walo* and have asked to take over full responsibility of the management of the flood recession infrastructure built under the Maghama II. Capacity-building to grass-roots organizations has been carried out by involving local NGOs and service providers, some receiving specific capacity-building training by IFAD. Support to women and youths is achieved through Information, Education and Communication (IEC) campaigns as well as functional literacy trainings addressing the specific needs of women and youths. The representation of women and youths in village/oasis/commune development committees is also promoted by establishing quotas and through sensitization and capacity-building activities.
11. In terms of the decentralization of rural development processes, all three projects have the objective of establishing, in a democratic fashion, village/oasis/communal management committees which in turn develop participatory village/oasis/communal development plans which make specific efforts to identify and target the poorest. All projects avoid direct targeting of a specific group within a community, but address the entire population and guide them towards a process of participation in decision-making on development priorities, expressed through development plans. These plans are based on communal interest, and do not exclude anyone *a priori*. From these village development plans a list of central priorities is made and the projects finance the priorities established by villagers themselves. In addition, the Maghama II project has begun delegating the procurement of local shopping directly to the communities. The communities therefore analyse contract offers for the building of simple infrastructure and select the contractor, supervise the works, and decide on payment. Not only is this an extremely empowering tool, it is also having an indirect impact on the creation of local employment in the Maghama area.
12. In terms of the alleviation of the access problems faced by the rural poor to land tenure security, the successful negotiated land agreement (*Entente Foncière*), a pre-condition for the effectiveness of the Maghama I project which took two years of negotiations and was eventually signed between land owners and poor farmers, demonstrates the importance of working through local communities and through customary laws governing community assets. Involving the local notables in these processes is a necessary condition of success. In August 2004, all 28 villages had

signed the land agreement and were having a social land survey. The signature of the Entente is a unique demonstration of the solidarity ties existing in the project area through which land owners have agreed to facilitate land access for those having no land titles and costly and precarious access to land use. In particular the abolition of the *rempetien* (50 per cent of the harvest paid to the owner), the abolition of the duties to be paid to the owner for the succession of a precarious status land-user, the lessening of the *assakal*, the obligation to cultivate together the land in the *walo*, and the abolition of the role played by chief of the land (*diombedi*). Concerning land distribution, only 11 villages out of the 28 that have signed the Entente, were able to effectively share the land in the *walo* with precarious status land-users. Those villages are called "donor villages". Out of these 11 villages, 6 *procès-verbaux d'insertion* (PVI) were signed during phase I of the project. These PVI do not represent a recent distribution of the land of the *walo* to new precarious users but the written formalisation of an existing situation; 5 PVI are still to be signed¹⁷. An interministerial group of the GoM has adopted the mechanisms of the Maghama negotiated land access, the *procès-verbaux d'insertion* (PVI), as the instrument for securing land access for the poorest and landless members of the project zone.

13. In terms of the alleviation of the access problems faced by the rural poor to financial capital and markets, IFAD's experience shows how rural finance initiatives can be successful when adapted to the local context, when professionally supported, and when projects have the longer-term duration required for the creation of sustainable rural financial institutions. The Oasis projects have developed a network of 60 MICO, the Oasis version of the Financial Services Associations (Oasis Mutual Investment Associations), which are innovative, ownership based rural finance institutions in Mauritania and are currently the only reasonably extensive rural financial network catering to the rural poor. However, they are currently facing important sustainability and professionalization problems which will need to be addressed during the next COSOP life-span. During the implementation of the COSOP, access to markets was given focus mainly through the development of road infrastructure financed through counterpart and other donor financing. Now that this road infrastructure is in place, the next COSOP will be able to better address commodity supply chains and marketing strategies which will benefit the rural poor.

(d) Conclusion

14. The COSOP 2000-2004 has achieved most of the objectives set out at the start. In particular, through the well designed strategic dimension of the COSOP, IFAD has been able to build institutions of and for the rural poor where the poor are becoming active players of their own development. Building institutions is a long-term investment and IFAD should continue focusing on these institutions and providing further support in order for them to become better organized, to further reach out to their base and become fully recognized negotiating partners vis-à-vis the GoM and donors.

¹⁷ UNOPS, aide-mémoire, Maghama II supervision mission, 4 December 2006.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

DOMAINE PRIORITAIRE	GROUPE CIBLE	PRINCIPAUX PROBLÈMES	ACTIONS REQUISES
Zone d'agriculture irriguée	Petits agriculteurs	Statut foncier précaire Aménagements peu satisfaisants Non-maîtrise de la gestion de l'eau Accès limité aux intrants et au crédit	Négocier des ententes foncières Réhabiliter les anciens aménagements Former les usagers à la gestion de l'eau Développement de services financiers ruraux
Zone d'agriculture de décrue	Agro-éleveurs Petits agriculteurs	Statut foncier faible ou précaire Difficultés d'accès aux marchés (enclavement) Difficultés d'accès au crédit	Négocier des ententes foncières Participer au désenclavement de la zone Développer des services financiers ruraux
Zone agriculture pluviale	Agro-éleveurs Éleveurs transhumants	Difficultés d'accès aux marchés Insuffisance des services d'appui Difficultés d'accès au crédit Conflits avec les agriculteurs Difficultés d'accès aux ressources (eau, terres, végétation) Insuffisance des infrastructures vétérinaires et zootechniques	Participer au désenclavement (pistes rurales) Formation des agents de développement et des responsables des organisations locales Développer des services financiers ruraux Développer des mécanismes de médiation autorités locales/agriculteurs/éleveurs Appuyer le développement des infrastructures vétérinaires et zootechniques
Oasis	Agro-éleveurs	Insuffisance et dégradation des ressources productives (eau, terres, végétation) Menaces d'ensablement Difficultés d'accès aux marchés Difficultés d'accès au crédit Vieillessement des plantations de dattiers	Promouvoir et appuyer les organisations locales de gestion participative des RN Appuyer les actions de fixation des dunes Appuyer les actions de désenclavement Appuyer le développement des MICO Appuyer la recherche et l'amélioration des techniques de phéniculture
Zone pastorale	Éleveurs transhumants	Capitalisation excessive en bétail sur pied et dégradation des parcours Insuffisance des infrastructures et des services vétérinaires et zootechniques	Vulgariser les pratiques d'exploitation rationnelle du cheptel et des parcours Développer des services vétérinaires et mettre en place des infrastructures d'appui à la santé et à la production animales Promouvoir la création des unités de transformation et de commercialisation des productions animales (lait, viande, cuirs et peaux) Promouvoir le ménage des petits animaux au niveau des ménages

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

INSTITUTION	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS / RISQUES	REMARQUES
I. Institutions publiques				
1. Ministère des affaires économiques et du développement (MAED)	Restructuration interne réalisée pour assurer coordination et suivi des actions de développement	Structures techniques encore en rodage	Servir de cadre effectif de coordination des actions et des acteurs du développement	Besoin de renforcement technique
2. Ministère du développement rural (MDR)	Existence de stratégies et de politiques sectorielles Disponibilité de CMDT sectoriel Appuis importants des PTF dans le développement rural Bonne collaboration avec les OR	Présence insuffisante sur le terrain, en qualité et en quantité Manque d'harmonisation et difficultés d'application de la législation rurale Faible niveau de délégation de pouvoir au niveau régional et local	Servir de relais entre les organisations rurales et les autres intervenants en développement rural Fournir de support institutionnel aux interventions des projets	Nécessité de renforcer les capacités techniques des cadres et du personnel de terrain
3. Ministère de l'hydraulique et de l'énergie (MHE)	Existence d'une politique de développement hydraulique Présence sur terrain d'une structure (ANEPA) et de techniciens compétents en matière d'hydraulique rurale	Absence de document de politique énergétique Insuffisance de délégation de pouvoir au niveau régional	Fournir l'expertise technique pour l'élaboration des dossiers techniques et la supervision des réalisations hydrauliques Risques de conflits de compétences avec MDR pour l'utilisation de l'eau rurale	Nécessité d'un cadre de concertation technique avec le MDRE et d'autres intervenants sur terrain en matière de développement rurale et de gestions des ressources naturelles (eau, bois, etc.)
4. Ministère de l'intérieur, des postes et télécommunications (MIPT)	Contacts permanents avec la population via les administrations locales Présence de services fonciers au niveau départemental	Absence d'une politique prospective d'aménagement du territoire Progression lente du processus de décentralisation	Collaboration institutionnelle dans l'appui aux communautés et organisations rurales	Nécessité d'appuyer le processus de décentralisation

5. Secrétariat d'État à la condition féminine (SECF)	Implication importante des femmes dans les activités économique Existence de référentiels importants sur des AGR	Persistance des comportements et des pratiques discriminatoires envers les femmes Féminisation de la pauvreté	Partenariat avec des organisations féminines dans des actions de lutte contre la pauvreté	Nécessité de promouvoir des actions spécifiques de lutte contre la pauvreté et les pratiques discriminatoires envers les femmes
6. Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI)	Vision claire de la politique de lutte contre la pauvreté Disponibilité de moyens financiers importants	Mandat trop vaste: droits de l'homme, lutte contre la pauvreté, insertion des couches marginalisées	Cofinancement des actions de lutte contre la pauvreté Risques de conflits de compétence avec le MDR	Support pour l'intégration des politiques des groupes les plus vulnérables des zones rurales
7. Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA)	Moyens financiers importants Existence d'une agence spécialisée d'exécution de microprojets (AEMP)	Absence d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire	Cofinancement des actions de sécurité alimentaire Partenariat avec AEMP pour l'exécution de microprojets	Nécessité de se doter d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire
8. Services techniques déconcentrés	Compétences techniques Proximité avec les populations	Manque de moyens matériels, logistiques et financiers Faible niveau de délégation de pouvoir et de responsabilités	Partenariat technique comme opérateurs dans le suivi et l'exécution des actions promues par les projets	Nécessité de délégation effective de pouvoir et de responsabilités du niveau central vers le niveau local
9. Collectivités locales	Proximité des populations	Insuffisances des ressources propres Faible niveau de formation Poids important des autorités de tutelle	Partenariat institutionnel dans les actions d'appui aux communautés de base	Nécessité d'accélérer le processus de décentralisation Besoins de renforcement de capacités

* L'analyse se réfère à la période précédant la constitution du nouveau gouvernement créée en fin d'avril 2007. Le nouveau gouvernement prévoit les changements suivants: (i) Le Ministère des affaires économiques et du développement (MAED) a été incorporé dans le Ministère de l'Économie et Finance; (ii) Le Ministère du développement rural a été incorporé dans le Ministère de l'agriculture et l'élevage, (iii) le Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI) a été incorporé dans le Ministère de la décentralisation et du développement local.

II. Institutions socioprofessionnelles				
1. Association des usagers du Walo (AUW)	Relais pour la gestion des aménagements agricoles	Faible niveau de formation des membres et des dirigeants	Transfert des aménagements agricoles à l'Association	Besoin de renforcement des capacités techniques et de gestion des responsables
2. Association de gestion participative des oasis (AGPO) et leur Union	Mobilisation des populations oasiennes et volonté de prise en charge de leurs ressources naturelles	Confusion de responsabilités avec les communes et les services techniques en matière de gestion des ressources naturelles	Partenariat technique et institutionnel dans les activités oasiennes	Nécessité de clarifier les rôles et responsabilités des différents intervenants dans la gestion des ressources naturelles
3. Groupement national des associations pastorales (GNAP)	Importantes capacités de lobbying auprès des administrations et des PTF	Absent dans l'Adrar et le Tagant	Partenariat technique dans la définition, le suivi et la mise en œuvre des actions d'appui à l'élevage	Besoin de renforcement des capacités techniques et de gestion des responsables
4. Coopératives agricoles	Présence dans tout le pays	Faible niveau de formation et de structuration	Partenariat technique dans la définition, le suivi et l'exécution des actions d'appui à l'agriculture	Besoin de renforcement des capacités techniques et de gestion des responsables
5. Coopératives d'épargne et de crédit	Appui important des PTF, des ONG et du Gouvernement	Insuffisance de contrôle et de suivi de la part de la BCM	Partenariat technique dans les actions d'appui aux communautés	Besoin de renforcement des capacités techniques et de gestion des responsables
6. Mutuelle d'investissement et de crédit oasiens (MICO)	Présence dans les oasis appuyés	Insuffisance de professionnalisme des promoteurs de la microfinance Insuffisance de contrôle et de supervision de la part de la BCM	Partenariat technique dans les actions d'appui aux communautés oasiennes	Besoin de renforcement des capacités techniques et de gestion des responsables
7. Centre national du patronat mauritanien (CNPM) / Fédération des agriculteurs et éleveurs mauritaniens (FAEM)	Interlocuteur reconnu des PTF et du Gouvernement	Faible niveau d'organisation interne	Dialogue politique sur la conception et la mise en œuvre des actions de développement	Besoin appui institutionnel
III. Institutions privées				
1. Association nationale pour le développement local (ANADELPA)	Bonne connaissance du milieu rural et surtout oasien Maîtrise des techniques d'animation et de communication	Personnel insuffisant Insuffisance des moyens logistiques	Prestataire de services	Besoin renforcement des capacités, humaines et logistiques

	participatives			
2. Association des professionnels et opérateurs de la micro-finance (APROMI)	Volonté de former les professionnels de microfinance	Beaucoup de professionnels de microfinance n'en font pas partie	Prestataire de services	Besoin renforcement des capacités, humaines et logistiques
3. Association pour la promotion de la micro-entreprise (APEM)	Volonté de former les professionnels de micro-entreprise	Beaucoup d'entrepreneurs restent méfiants	Prestataire de service	Besoin renforcement des capacités, humaines et logistiques
5. Fédération luthérienne mondiale (FLM)	Moyens financiers et logistiques importants Personnel qualifié	Etiquette religieuse suscite méfiance dans certains milieux	Cofinancement Prestation de services	
6. Caritas	Moyens financiers et logistiques importants Personnel qualifié	Etiquette religieuse suscite méfiance dans certains milieux	Cofinancement Prestation de services	
7. Association française de Volontaires du Progrès (AFVP)	Bonne connaissance du terrain Soutien de la coopération française	Présence limitée sur le terrain	Cofinancement Prestation de services	
8. Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)	Personnel technique qualifié et spécialisé	Présence limitée sur le terrain	Prestation de services	En Mauritanie, le GRET intervient dans le développement urbain et la microfinance

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Key file 3a

BAILLEUR DE FONDS	PROJETS OU AUTRES INTERVENTIONS	DOMAINE D'INTERVENTION	ZONE D'INTERVENTION	ETAT D'AVANCEMENT	SYNERGIE/COMPLÉMENTARITÉ
1. Banque Mondiale	Suivi du CAS 2007-2010	Programmation et suivi des interventions	Global	2007-2010	Concertation et harmonisation des interventions
	PDIAIM 2	Agriculture irriguée	Zone du fleuve	2003-2007	Réhabilitation périmètres irrigués, gestion de l'eau agricole, systèmes financiers ruraux, statistiques agro-pastorales
	PDRC	Développement rural et communautaire	Zone d'agriculture pluviale	2004-2011	Mise en place et appui aux activités des associations de développement communautaire Développement des AGR
	PRISM 2	Renforcement des capacités du secteur minier	National		Développement des micro-entreprises
	PNDSE	Education	National		Formation professionnelle
	PRECASP	Renforcement des capacités	National	2007-2011	Appui à la Décentralisation
	Programme santé/nutrition		National	2006-2010	Lutte contre les pandémies, notamment VIH/SIDA
	BM/GEF Watershed	Environnement	Nationale		Gouvernance locale des RN
2. BAD/FAD	PADEL	Elevage	National	2001-	Santé et production animales
	Lutte préventive contre le criquet pèlerin	Agriculture	National	2004-2009	Informations agricoles
	Hydraulique rurale	Accès à l'eau	Aftout		Gestion de l'eau
3. BID	Réhabilitation petits et moyens périmètres irrigués	Agriculture	Zone du fleuve Sénégal	2003-2007	Vulgarisation agricole
	Projet de développement agricole du bassin de R'Kiz				Culture maraîchère

4. FAO	EMPRES et lutte contre le criquet	Sécurité alimentaire	National		Alerte précoce
	PESA (Espagne)	Palmiers dattiers	Adrar		Développement oasien, gestion de l'eau
		Microfinance/appui UNCACEM	National		Systèmes financiers ruraux
5. PAM	Vivres contre nourriture	Développement local	National		Possibilités de cofinancement
	IPSR (observatoire sécurité alimentaire)	Sécurité alimentaire	National	A partir de 2006	Evolution sécurité alimentaire
6. PNUD	CPAP	Volet Environnement	National		Gouvernance locale des RN
	Programme Pauvreté	Micro entreprises	National		Promotion AGR et Aspects genre
	Appui à la décentralisation	Développement institutionnel	Assaba		Renforcement capacitaire
	Etude sur la corruption	Bonne gouvernance	National		Gestion locale
7. UNICEF	Projet Femme/Développement intégré du jeune enfant	Genre et Développement	National		Systèmes financiers ruraux Accès services sociaux de base Education nutritionnelle
8. UE	ACP-UE Facilité eau	hydraulique	Dar Naim et Kiffa		Gestion eau
	Programme conjoint d'appui au développement communal (Allemagne/France/Espagne)	Décentralisation			Développement local
9. France	Programme VAINCRE (AFD)	Lutte contre la pauvreté	Assaba et Guidimaka		Développement communautaire
	Projet de renforcement des champs captants	Hydraulique	National		Gestion de l'eau
	Projet d'appui à la décentralisation et à la démocratie en Mauritanie (PADDEM)	Appui institutionnel	National		Développement local
	Projet d'appui aux communes de l'Assaba (PACA)	Décentralisation	Assaba	2004-2007	Développement local
	Fonds social de développement	Genre et développement	National		Aspects genre
	FFEM	Environnement	National		Formation et informations environnementales

10. Allemagne	Programme Bonne Gouvernance (PNB) (MIPT/DGCL, SECF)	- Décentralisation / Dev. Communal - Genre et Développement	Niveau national Guidimaka et Hodh El Gharbi	2005 - 2010	Développement communautaire Aspects genre
	Programme Gestion des Ressources Naturelles (ProGRN) (SEE)	- Politiques Environnementales - Gestion décentralisée des RN - Parc National de Banc d'Arguin	Ibidem PNBA	2005-2010	Approche Gestion locale des ressources naturelles
11. Espagne	Microréalisations	Développement rural et communautaire			Mise en place e appui aux activités des associations de développement communautaire et aux AGR
	Etude sur l'amélioration du cadre réglementaire et institutionnel des IMF	Microfinance	National	2006-2010	Systèmes financiers ruraux
12. Japon	KR	Sécurité alimentaire	national		Stocks aliment Aires villageois
	Développement des oasis centré sur la promotion féminine (JICA)	Genre et Développement	Zone oasisienne		Aspects genre
14. OPEP	PASK	Développement rural et communautaire	Aftout South and the Karakoro Region	2002-2010	Cofinancement

Key file 3b

OPÉRATIONS EN COURS	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	OPPORTUNITÉS / DIFFICULTÉS DE COLLABORATION	OBSERVATIONS
1. Programme de développement de l'agriculture irriguée en Mauritanie (PDIAM 2 /BM)	Bonne expérience en matière de réhabilitation et de mise en valeur des périmètres irrigués	Se termine en 2007	Valoriser ses expériences en matière de réhabilitation des périmètres irrigués et de gestion de l'eau agricole	Le CAS collaboratif et le COSOP peuvent servir de cadre de référence pour un partenariat opérationnel
2. Projet de développement rural communautaire (PDRC/BM)	Approche centrée sur les communautés de base	Interventions dispersées sur tout le pays	Collaboration et échanges d'information sur l'approche de développement centrée sur les communautés	Idem
3. Projet d'appui au développement de l'élevage (PADEL/BAfD)	Couverture nationale		Echanges d'informations sur la santé et les techniques de production animales	La BAD est ouvert à discuter d'un cadre de partenariat opérationnel et/ou institutionnel
4. Programme de valorisation des initiatives économiques en milieu pauvre (VAINCRE/AFD)	Axé sur les actions de lutte contre la pauvreté		Cofinancement des actions de lutte contre la pauvreté appuyées par le FIDA	Partenariat opérationnel nécessaire dans les projets logés au CDHLCPI et AFD ouvert à des cofinancements
5. Projet d'appui aux communes de l'Assaba (PACA/AFD/FENU/PNUD)	Expériences en matière de développement local et de décentralisation		Échanges d'information sur l'approche de développement centré sur les communautés et la décentralisation	Voir comment impliquer davantage le PNUD et le FENU (cofinancements) dans les projets appuyés par le FIDA
6. Programme national de bonne gouvernance, composante Appui à la promotion féminine (GTZ)	Maîtrise des concepts genre et développement		Formation des équipes de projets et des acteurs sur les aspects genre	
7. Programme national de gestion des RN, composante mise en valeur décentralisée des RN dans le Guidimaka et le Hodh el Gharbi (KFW)	Maîtrise des techniques et des outils de gestion participative des ressources naturelles		Formation des équipes de projet et des acteurs locaux en matière de gestion participative des ressources naturelles	Partenariat opérationnel utile dans la zone du PASK, surtout s'il y a extension de celui-ci
8. Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF/SNU)	Concertation des intervenants en développement et Coordination des interventions		Participation aux réunions de concertation sur les thématiques relatives à la lutte contre la pauvreté rurale.	Clarifier les modalités de participation à l'UNDAF quand on est membre non-résident

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

TYPLOGIE	NIVEAU ET CAUSE DE LA PAUVERTE	MÉCANISMES DE SUBSISTANCE	BESOINS PRIORITAIRES	INITIATIVES D'AUTRES ACTEURS	RÉPONSE DU COSOP
Paysans dépendant principalement des cultures pluviales et Adwaba	Extrêmement élevé <ul style="list-style-type: none"> ▪ 8% de la population rurale ▪ Dépendance aux aléas climatiques et potentielle des ressources naturelles limité ▪ Productivité dans l'agriculture et l'élevage extrêmement faible ▪ Enclavement ▪ Production alimentaire insuffisante ▪ Peu de cheptel (décapitalisation après sécheresse) ▪ Manque de sources de revenu non-agricoles ▪ Dépendance à la volatilité des prix ▪ Fort endettement et recours à l'usure ▪ Pas ou très faible accès au Walo ▪ Accès très insuffisant aux services sociaux (éducation santé, eau potable) ▪ Malnutrition (24% de malnutrition aigue des enfants) et sous-nutrition ▪ Appauvrissement récurrent en période de soudure ▪ Fort taux d'analphabétisme (supérieure à la moyenne nationale) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Émigration saisonnière ▪ Exploitation des bas-fonds ▪ Élevage de case de petits ruminants ▪ Travail comme ouvrier agricole pour la production de charbon de bois 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation et stabilisation de revenus pendant l'année ▪ Développement et amélioration de l'élevage de case ▪ Reconstruction de capacité d'épargne ▪ Access aux services sociaux de base ▪ Désenclavement ▪ Diversification économique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme de valorisation des initiatives économiques en milieu pauvre en Assaba et Guidimaka (VAINCRE/ AFD) ▪ Programme national de gestion des RN, composante mise en valeur décentralisée des RN dans le Guidimaka et le Hodh el Gharbi (KFW) ▪ Développement locale avec des vivres contre nourriture (PAM) ▪ Programme conjoint d'appui au développement communal (UE: Allemagne, France, Espagne) ▪ Développement institutionnelle et appui à la décentralisation en Assaba (PNUD, France) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des mécanismes de solidarité communautaire, mise en place d'infrastructures économiques structurantes qui visent à mieux intégrer ces populations dans la vie économique e sociale du pays, appui à la décentralisation ▪ Amélioration de l'accès aux services de base (éducation, santé, eau potable) ▪ Désenclavement ▪ Appui au développement des activités génératrices des revenus ▪ Création de fonds de développement autogérées

Exploitants des terres oasiennes	Élevé <ul style="list-style-type: none"> ▪ Enclavement ▪ Désertification et mouvement des dunes ▪ Pression démographique ▪ Capacités limitées de gestion de ressources naturelles aggravée par des pratiques de surexploitation ▪ Techniques culturelles rudimentaires ▪ Accès difficile aux marchés, informations commerciales et intrants agricoles ▪ Faibles accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau) ▪ Accès difficile aux services financiers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Élevage extensif ▪ Apports monétaires des émigrés ▪ Recours à l'usure ▪ Activités de commerce ▪ Utilisation des écoles coraniques ▪ Maraîchage oasienne 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Désenclavement ▪ Amélioration des techniques culturales ▪ Lutttes contre les ennemies des cultures et la divagation des animaux ▪ Aménagement complémentaires et entretien et gestion des infrastructures hydrauliques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement oasien, gestion de l'eau (FAO) ▪ Projet de renforcement des champs captant (France) ▪ Projet national de développement rural communautaire (PDRC/BM) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des communautés de base ▪ Désenclavement et investissements en services sociaux de base (accès à l'eau, éducation, santé) ▪ Appui/conseil agricole et formation ▪ Diversification agricole ▪ Appui pour une exploitation plus rationnelle et soutenable des ressources naturelles ▪ Renforcement des IMF de proximité ▪ Promotion féminine et des jeunes
Femmes	Élevé à très élevé <ul style="list-style-type: none"> ▪ Surcharge de travail (temps disponible limité pour les activités économiques) ▪ Manque de main d'œuvre pour les gros travaux ▪ Faible accès à la terre ▪ Faible accès aux informations et aux technologies ▪ Malnutrition, ▪ Fort taux d'analphabétisme (57% pur les femmes adultes) ▪ Faible niveau et diversification des revenus propres aux femmes ▪ Faibles accès aux services financiers ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Activités économiques dont elles contrôlent le revenu (petit commerce, artisanat, maraîchage, petit élevage, agriculture pluviale) ▪ Organisation en tontines ▪ Organisation en coopératives pour recevoir des appuis et subventions ▪ ▪ Fortes implication des enfants dans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Savoir lire et écrire ▪ Accès aux services sociaux de base ▪ Amélioration de l'état nutritionnel ▪ Accès aux services financiers ▪ Augmentation et diversification des revenus ▪ Mieux maîtriser les techniques de production et de gestion ▪ Participation aux décisions communautaires ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme national de bonne gouvernance, composante Appui à la promotion féminine (GTZ) ▪ Développement des MFI (FAO) ▪ Projet national Genre et Développement intégré du jeune enfant (UNICEF) ▪ Fonds sociale de développement sur les aspects de genre (France) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dialogue politique sur la prise en compte méthodique du genre dans la formulation et mise en œuvre des programmes du développement ▪ Renforcement des capacités du personnel ▪ Création des fonds de développement autogérés ▪ Alphabétisation fonctionnelle ▪ Appui à la construction/réhabilitation des infrastructures sociales ▪ Appui à la construction/réhabilitation de points d'eau

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ne participent pas aux organes des décisions villageois ▪ Faible niveau d'information sur les droits des femmes, la santé, la nutrition, etc. 	les travaux domestiques et agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des mécanismes de solidarité communautaire ▪ Activités génératrices de revenus 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion des réseaux des IMF accessibles aux femmes et répondant à leur besoins ▪ Formation technique et en gestion ▪ Financement des microprojets des femmes ▪ Programmes des sensibilisation en matière de santé, nutrition et scolarisation ▪ Intégration des femmes dans les organes de décision villageois et pour la planification des activités ▪ Appui aux activités de conservation/transformation et de petit commerce Suivi et évaluation de l'impact des différentes initiatives du programme sur les femmes
Jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès difficile aux moyens de production (notamment terre) ▪ Connaissances limitées ▪ Accès limité à la terre ▪ Accès limité aux services financiers ▪ Faible intégration dans les organes communautaires des décisions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Groupements entraide ▪ Petit commerce (biens alimentaire + bétail) ▪ Émigration (saisonniers et de long durée) ▪ Vent force de travail ▪ Participer aux travaux communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de AGR et de micro-entreprises rurales ▪ Formation professionnelle techniques et en gestion ▪ Accès aux services financiers ▪ Meilleures reconnaissance et représentativité dans les organes de décision 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation professionnelle par le projet PNDSE/BM ▪ Appui national au développement des micro-entreprises (PNUD) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des activités économiques porteuses ▪ Appui aux activités de transformation et de petit commerce pour les jeunes ▪ Conseils techniques pour l'intensification, la diversification et la valorisation des produits ▪ Appuyer la création d'associations de jeunes et la mise en œuvre de programmes orientés l'insertion dans les filières ▪ Formation professionnelle ▪ Financement des microprojets

